

MINISTRE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES

REPUBLIQUE DU MALI  
*Un Peuple – Un But – Une Foi*

SECRETARIAT A L'HARMONISATION DE L'AIDE



# Rapport sur le Cadre des Ressources Externes à Moyen-Terme

Analyse des décaissements 2015 et des prévisions  
sur la période 2016-2019

Juin 2017

## Contenu

Liste des acronymes .....	3
Préface .....	4
Résumé exécutif .....	5
Introduction .....	7
Chapitre 1 : Méthodologie .....	8
Chapitre 2 : Evolution du montant total de l'aide .....	9
Chapitre 3 : Analyse par catégorie de PTF .....	11
Chapitre 4 : Analyse par nature du financement .....	12
Chapitre 5 : Analyse par instrument .....	13
Chapitre 6 : Analyse des décaissements 2015 par secteur du CSCRP .....	14
Chapitre 7 : Alignement sur les objectifs spécifiques du CREDD sur la période 2016-2018 .....	15
Chapitre 8 : Ventilation géographique et sectorielle des projets .....	17
Chapitre 9. Concentration des PTF par objectif spécifique .....	18
Chapitre 10. Spécialisation des PTF par objectif spécifique du CREDD .....	20
Conclusions et Recommandations .....	22
ANNEXES .....	24
ANNEXE N°1 : Décaissement et Prévisions par Objectifs Spécifique du CREDD et PTF .....	24
ANNEXE N°2 : Décaissements et Prévisions de décaissement par nature de financement et par PTF .....	32
ANNEXE N°3 : Décaissement et Prévisions de décaissement par instrument et partenaire technique et financier ...	33
ANNEXE N°4 : Décaissement et Prévisions de décaissement par PTF .....	35
ANNEXE N°5 : Régions d'intervention par PTF depuis 2014 .....	36
ANNEXE N°6 : Réalisation physiques 2015 par domaine prioritaire, par partenaire technique et financier et par opération .....	37

## Liste des acronymes

<b>BG</b>	Appui Budgétaire Général
<b>ABS</b>	Appui Budgétaire Sectoriel
<b>AFD</b>	Agence Française pour le Développement
<b>APD</b>	Aide Publique au Développement
<b>BADEA</b>	Banque Arabe pour le Développement en Afrique
<b>BEI</b>	Banque Européenne d'Investissement
<b>BIDC</b>	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
<b>BID</b>	Banque Islamique de Développement
<b>BIT</b>	Bureau International du Travail
<b>BSI</b>	Budget Spécial d'Investissement
<b>CREDD</b>	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
<b>CNUCED</b>	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
<b>CRMT</b>	Cadre de Ressources à Moyen Terme
<b>CSCR</b>	Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
<b>CEDEAO</b>	Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest
<b>CT CSLP</b>	Cellule Technique du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
<b>DGB</b>	Direction Générale du Budget
<b>DGDP</b>	Direction Générale de la Dette Publique
<b>DNPD</b>	Direction Nationale de la Planification du Développement
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
<b>FCFA</b>	Francs de la Communauté Financière Africaine
<b>FIDA</b>	Fonds International pour le Développement Agricole
<b>FKD</b>	Fonds koweïtien de Développement
<b>FSD</b>	Fonds Saoudien de Développement
<b>GIZ</b>	Internationale Zusammenarbeit de Gesellschaft de Deutsche
<b>KFW</b>	Banque Allemande de Développement
<b>IATI</b>	Initiative Internationale pour la Transparence de l'Aide (Abréviation en anglais)
<b>Mrds</b>	Milliards
<b>MEF</b>	Ministère de l'Economie et des Finances
<b>OCDE</b>	Organisation pour la Coopération et le Développement Economique
<b>OMS</b>	Organisation Mondiale de la Santé
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>ONUDI</b>	Organisation des Nations unies pour le Développement Industriel
<b>ONUSIDA</b>	Organisation des Nations Unies contre le SIDA
<b>OPEP</b>	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
<b>PAM</b>	Programme Alimentaire Mondiale
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques et Financiers
<b>SCAP</b>	Stratégie Commune d'Accompagnement Pays
<b>PTI</b>	Programme Triennal d'Investissement
<b>SHA</b>	Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide
<b>SNU</b>	Système des Nations Unies
<b>UE</b>	Union Européenne
<b>UNESCO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'Education la Science et la Culture
<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

## Préface

Je me réjouis de préfacier ce rapport sur le Cadre des Ressources Externes à Moyen-Terme qui porte sur les décaissements de l'aide en 2015 et sur les prévisions de décaissement de l'aide sur la période 2016-2019. Ce rapport et la base de données qui l'accompagne, constituent un tableau de bord pour la gestion de l'aide et permettent une analyse de la cartographie des interventions des partenaires techniques et financiers au Mali.

Le CRMT est le fruit d'un travail collectif, coordonné par le Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide, avec l'appui des structures nationales impliquées dans la gestion de l'aide et des partenaires techniques et financiers qui ont collaboré activement à cet exercice en répondant au questionnaire qui leur était adressé. Il est un outil important pour valoriser les efforts des partenaires, et améliorer la transparence de l'aide publique au développement au Mali. C'est un outil important pour tous les acteurs au développement qui ont ainsi à leur disposition une information complète sur les modalités de coopération des partenaires, ainsi que sur les prévisions de l'aide sur la période 2017-2019. C'est un outil précieux pour la société civile, le secteur privé, les collectivités territoriales, chercheurs. Enfin, le CRMT permet aux PTF d'améliorer leur visibilité et d'assurer une meilleure coordination et une complémentarité de leurs appuis au Mali. J'invite, par conséquent ces différents acteurs à se saisir de cet outil, à se l'approprier pour optimiser la gestion de l'aide.

J'encourage les structures nationales impliquées dans la gestion de l'aide et les partenaires techniques et financiers à prendre toutes les dispositions nécessaires afin de mettre en œuvre ces recommandations issues de ce rapport.

Pour cela, il est nécessaire de continuer la dynamique initiée, visant à perfectionner le processus d'élaboration du CMRT, en sollicitant davantage la partie nationale qui dispose déjà d'une masse importante d'informations sur l'aide. Il est également important que cet outil puisse couvrir un nombre plus important de partenaires techniques et financiers qui mènent des actions d'envergure au Mali, et qui ne sont pas nécessairement représentés physiquement au Mali. Enfin, il importe de pouvoir intégrer des données provenant de l'Initiative pour la Transparence de l'Aide Internationale.

J'invite les ministères sectoriels à perfectionner leurs cadres stratégiques et budgétaires et leur dispositif de suivi-évaluation afin de permettre aux partenaires techniques et financiers de réformer en profondeur leurs modalités de coopération avec le Mali. Il s'agira notamment, pour ceux qui le peuvent, de développer des approches-programmes, en privilégiant l'appui budgétaire sectoriel. En outre, il conviendra aux partenaires techniques et financiers d'engager un processus de repositionnement stratégique dans les secteurs où ils disposent d'un avantage comparatif afin d'éviter les effets d'encombrement et des coûts de transaction importants dans certains secteurs. Ceci permettrait de couvrir tous les secteurs de développement de manière efficiente. Cette réorganisation a vocation à contribuer à la définition d'une programmation conjointe indicative de l'aide qui constitue un engagement de la Stratégie Commune d'Accompagnement Pays (SCAP-II 2016-2018), signée par le Gouvernement et les Partenaires Techniques et Financiers.

L'adoption très prochaine de la Politique Nationale de la Gestion de l'Aide va dans ce sens, afin d'améliorer le leadership de l'Etat dans la gestion de l'aide et l'amélioration des modalités de livraison de l'aide.

Je conclus, en renouvelant, au nom du Gouvernement du Mali, les remerciements les plus chaleureux aux partenaires techniques et financiers pour leur accompagnement constant ainsi que leur disponibilité à s'aligner sur les priorités nationales dans un esprit de redevabilité mutuelle.

## Résumé exécutif

1. Le présent rapport sur le Cadre des Ressources Externes à Moyen-Terme porte sur les montants de l'aide effectivement décaissés en 2015 et les prévisions de décaissement sur la période 2016-2019. Le montant total de l'aide publique au développement enregistré pour l'année 2015 s'élève à 711,7 Mrds de FCFA, en baisse de 11% par rapport à 2014. Cette diminution entre 2014 et 2015 est dans la même tendance enregistrée par l'OCDE et par l'Initiative pour la transparence de l'aide. Les prévisions d'aide dépassent les 900 Mrds de FCFA en 2016 et en 2017.
2. Entre 2014 et 2015, l'Union Européenne et ses Etats-Membres se sont affirmés comme le partenaire de premier ordre avec un volume de décaissement qui représente près d'un tiers (31%) du volume total en 2015 contre un quart (25%) en 2014. Parallèlement à l'augmentation des financements européens, les Banques de Développement s'affirment davantage dans le paysage de l'aide au Mali. Pour l'année 2017, les prévisions de décaissement, estimées à 307 Mrds de FCFA pourraient quasiment tripler par rapport au décaissement effectué en 2014 (en 123 Mrds de FCFA).
3. Lié à la diminution du poids du Système des Nations-Unies, et à la montée en puissance des activités des Banques de Développement, le ratio Don/Prêt devrait évoluer en faveur des prêts sur la période à venir. En effet, en 2017, les prêts pourraient représenter 40% du volume total des décaissements contre 25% en 2014, 24,8% en 2015.
4. L'instrument majoritairement utilisé (+ de 50%) par les partenaires techniques et financiers est l'aide-projet non-inscrite au Budget d'Etat. Le second instrument le plus couramment utilisé est l'appui-projet inscrit au Budget d'Etat qui représentait en 2015 près de 23% de l'ensemble des décaissements. La part de l'Appui Budgétaire Général a atteint 20% du volume des décaissements en 2015 pour un montant total de l'ordre de 144 Mrds de FCFA. Le volume d'ABG devrait se stabiliser autour de 125 Mrds de FCFA en 2016 et 2017.
5. Plus de la moitié de l'aide prévue dans le CRMT sur la période 2016-2018 devrait se concentrer sur les 5 objectifs spécifiques du CREDD 2016-2018, à savoir :
  - ✓ Objectif spécifique 6 : Améliorer le Cadre Macro-économique et la gestion des finances publiques (dont ABG). **13,6%**,
  - ✓ Objectif spécifique 8 : Promouvoir une Agriculture intensive, diversifiée et durable. **12,5%**
  - ✓ Objectif spécifique 24 : Améliorer l'état de santé de la population et lutter contre le VIH/Sida. **11,7%**
  - ✓ Objectif spécifique 25 : Promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement. **8,96%**
  - ✓ Objectif spécifique 13 : Développer les énergies renouvelables et accroître l'accès à l'électricité. **8,84%**
6. En fonction des prévisions d'aide en 2017, l'analyse de la concentration des partenaires techniques et financiers fait apparaître une hétérogénéité par secteur/objectif spécifique du CREDD. Un classement en quatre catégories a été établi comme suit :
  - (i) une catégorie de concentration élevée des PTF avec un nombre supérieur à 10 pour 6 secteurs/objectifs spécifiques du CREDD,
  - (ii) une catégorie de concentration moyenne des PTF entre 4 et 10 pour 13 secteurs/objectifs spécifiques du CREDD,
  - (iii) une concentration faible avec un nombre de PTF inférieur à 4 pour 13 secteurs/objectifs spécifiques du CREDD,
  - (iv) et une catégorie de secteurs dits « orphelins » de l'aide (aucune d'intervention prévue) pour 5 secteurs.

7. En fonction du nombre d'objectifs spécifiques du CREDD visés au cours de l'année 2017, un classement des PTF a été effectué permettant de les classer en trois catégories :
  - (i) une catégorie de PTF avec un niveau de spécialisation faible où le nombre d'objectifs spécifiques du CREDD visés est supérieur à 10. Cette catégorie comprend 5 PTF,
  - (ii) une catégorie de PTF avec un niveau de spécialisation moyenne dont le nombre d'objectifs spécifiques du CREDD visés est compris entre 5 et 10. Cette catégorie comprend 8 PTF,
  - (iii) une catégorie de PTF avec un niveau de spécialisation forte dont le nombre d'objectifs spécifiques visés est inférieur à 5. Cette catégorie comprend 21 PTF.
  
8. Cette analyse du tableau de bord de la coopération et de la cartographie des interventions des PTF permet de dresser un certain nombre de recommandations opérationnelles visant à perfectionner le processus de collecte des données et la base de données et également de permettre une gestion plus efficace des ressources de l'aide, ayant trait notamment à la division du travail entre les partenaires techniques et financiers.

## Introduction

9. Ce rapport du Cadre de Ressources Externes à Moyen Terme est le huitième du genre depuis sa première édition en 2009. Le rapport fait le bilan de la situation d'exécution financière de l'aide extérieure mobilisée par les partenaires techniques et financiers en faveur du Mali en 2015 et les prévisions sur la période 2016-2019.
10. Au Mali, l'année 2015 a été marquée par plusieurs faits marquants dont notamment la signature les 15 mai et 20 juin 2015 de l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger. Dans la foulée, le Gouvernement du Mali et l'OCDE ont organisé conjointement, le 22 octobre 2015, une conférence internationale de haut niveau pour la relance économique et le développement du Mali, en coopération avec la France et les autres partenaires et amis du Mali. La conférence a été l'occasion pour des partenaires au Mali de confirmer pour la plupart des cas le niveau de leur engagement financier fait à Bruxelles en 2013. Au total, le montant des engagements actualisés à la conférence de Paris est de 2 120 milliards de FCFA (3,2 milliards d'euros) pour la période 2015-2017 – dont un montant de 397 milliards de FCFA (605 millions d'euros) pour les régions du nord sur la base des premières annonces faites au cours de la conférence. Par ailleurs, le Mali a organisé le 17 février 2015, la 5<sup>ème</sup> et dernière réunion de suivi de la Conférence de Bruxelles du 15 mai 2013. Cette réunion a permis de faire le bilan du PRED 2013-2014 qui a été jugé satisfaisant par les participants avec un décaissement de 1 426 Milliards de FCFA sur 2 155 Mrds annoncés, soit un taux d'exécution de 66,2%.
11. L'année 2015 a également permis de finaliser le processus d'élaboration technique de la Stratégie Commune d'Accompagnement Pays, phase 2 (SCAP-II) sur la période 2016-2018. Cette stratégie est le cadre commun à travers lequel les PTF coordonnent au mieux leurs interventions et mènent un dialogue soutenu avec le Gouvernement. La SCAP-II vient appuyer le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable qui a également été conçu au cours de l'année 2015. Le CREDD constitue le cadre unique de référence des politiques et des stratégies de développement du Mali. Son objectif est de promouvoir un développement inclusif et durable en faveur de la réduction de la pauvreté et des inégalités dans un Mali uni et apaisé, en se fondant sur les potentialités et les capacités de résilience en vue d'atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030.
12. Le présent CRMT dresse le bilan de l'aide pour l'année 2015 précise la manière dont les partenaires techniques et financiers comptent accompagner la mise en œuvre du CREDD 2016-2018 par une estimation du niveau de leur enveloppe financière destinée au Mali, à moyen terme.
13. Après avoir décrit le processus d'élaboration du rapport (*Chapitre 1*), le rapport présente l'évolution générale de l'aide (*Chapitre 2*). Une analyse par catégorie de partenaire technique et financier (*Chapitre 3*) permet d'approfondir l'analyse. Celle-ci est complétée par un décryptage de l'aide par nature de financement (*Chapitre 4*) et par instruments (*Chapitre 5*).
14. L'analyse sectorielle des décaissements (*Chapitre 6*) et des prévisions de décaissements (*Chapitre 7*) tient compte respectivement des secteurs du CSCR ainsi que des domaines prioritaires et des objectifs spécifiques du CREDD. En outre, il est proposé une analyse sur la ventilation géographique et sectorielle des projets (*Chapitre 8*) financés par l'aide. Les dernières parties sont consacrées à l'analyse de la concentration (*Chapitre 9*) et de la dispersion (*chapitre 10*) des PTF par objectifs spécifiques du CREDD.
15. Des conclusions et recommandations ont été faites, elles portent sur le processus, et également sur la cartographie d'ensemble de la coopération du Mali avec ses partenaires.

## Chapitre 1 : Méthodologie

16. Le questionnaire du CRMT 2017-2019 est quasiment identique à celui ayant servi de support de collecte au CRMT précédent. Il faut noter toutefois que le SHA a introduit des colonnes en vue de pouvoir ventiler les ressources mobilisées ou prévues au profit des régions. Les phases suivantes ont été observées lors de la collecte des données :

- Mai- Juin 2016 : renseignement préalable des questionnaires avec les données passant par la Loi de finances. Les Cellules de Planification et de Statistiques et la Direction Nationale de la Planification du Développement ont été mises à contribution pour pré-remplir les questionnaires par les données financières et quantitatives se trouvant dans les documents budgétaires de l'Etat et autres rapports.
- 30 septembre 2016 : envoi des questionnaires par une correspondance du Ministre de l'Economie et des Finances aux représentations locales des PTF traditionnels. La date souhaitée pour le retour des questionnaires était fixée au 30 octobre 2016.
- Mars-Mai 2017 : traitement, analyse des données et rédaction du rapport.

17. Pour les PTF émergents, les questionnaires ont été remplis par le SHA, à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale de la Planification du Développement (source BSI/PTI) et de la Direction Générale de la Dette Publique. Les données de certains PTF (les partenaires émergents ou non traditionnels ainsi que quelques PTF traditionnels) ont été collectées à travers le site de l'Initiative Internationale pour la Transparence de l'Aide : <http://d-portal.org>

18. Les données du présent CRMT portent ainsi sur :

- 18 PTF bilatéraux : Allemagne (GIZ et KfW), Belgique, Canada, Chine, Corée du Sud, Danemark, Espagne, Etats Unis, France (Agence Française de Développement et Service de Coopération de l'Ambassade de France), Japon, Fonds Saoudien de Développement, Inde, Italie, Japon, Fonds Koweïtien de Développement, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas et Suisse.
- 17 PTF multilatéraux : Banque Africaine de Développement (BAD), Banque Arabe pour le Développement Economique de l'Afrique (BADEA), Banque mondiale, Banque Européenne d'Investissement, Banque Islamique de Développement (BID), Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), Délégation de l'Union Européenne (DUE), Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) , Fonds Monétaire International (FMI) , Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA), Organisation Mondiale de la Santé (OMS), Organisation des Pays Producteurs et Exportateurs de Pétrole (OPEP), Programme Alimentaire Mondiale (PAM), Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO), Haut-commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF).

19. Au total, le présent CRMT a couvert 35 PTF contre 43 lors de l'exercice précédent. Cette baisse est essentiellement imputable aux PTF multilatéraux.



## Chapitre 2 : Evolution du montant total de l'aide

Tableau 1 : Indicateurs sur l'évolution de l'aide entre 2014 et 2019

Année	Décaissé 2014	Prévu 2015	Décaissé 2015	Prévu 2016	Prévu 2017	Prévu 2018	Prévu 2019
Montant CRMT en Mrds de FCFA	801,2	947,1	711,7	860,8	934,7	614,3	292,5
Montant déclaré à l'OCDE en Mrds FCFA	731	-	712	-	-	-	-
Montant déclaré à l'IATI	498	-	471	380,5 (réalisé)	320	-	-
CRMT - Nombre de PTF actifs	27	28	33	33	36	31	24
CRMT- Nombre de lignes actives (Montant > 0)	288	382	294	369	330	190	92
CRMT- Montant moyen par PTF actif	29,7	33,8	21,6	29,8	26,0	19,8	12,2
CRMT-Montant moyen par ligne active	2,8	2,5	2,4	2,7	2,8	3,2	3,2
CRMT- Nombre de ligne supérieur à 10 Mrds	17	21	17	15	19	13	5
CRMT- Nombre de lignes inférieur à 100 Millions	62	72	58	54	35	5	1
CRMT- % de lignes actives supérieures à 10 Mrds	5,9%	5,5%	5,8%	4,1%	5,8%	6,8%	5,4%
CRMT - % de lignes actives inférieures à 100 Millions	21,5%	18,8%	19,7%	14,6%	10,6%	2,6%	1,1%

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF et sources OCDE et IATI

20. **Le Cadre des Ressources Externes à Moyen-Terme a permis de faire le suivi de 33 partenaires actifs<sup>1</sup> au Mali en 2015.** Les prévisions d'aide concernent 33 partenaires pour l'année 2016 et 36 pour l'année 2017. En outre, il permet de faire le suivi de 294 actions de développement ayant fait l'objet d'un décaissement en 2015, contre 288 lignes en 2014. Par ailleurs, les actions concernées par les estimations d'aide sont plus importantes pour 2016 avec 369 actions et 330 actions pour 2017.
21. **Les trois quarts des actions d'aide publique au développement ayant fait l'objet d'un décaissement en 2015 sont situés dans une fourchette de 100 millions de FCFA et 10 Mrds de FCFA.** Près de 6% des actions ont fait l'objet d'un décaissement supérieur à 10 Mrds de FCFA, et 19,7% d'un décaissement de moins de 100 millions de FCFA.
22. **Le montant total de l'aide publique au développement enregistré par le Cadre des Ressources Externes à Moyen-Terme pour l'année 2015 s'élève à 711,7 Mrds de FCFA.** Ce montant est en baisse de 11% par rapport à 2014 puisqu'il dépassait cette année le seuil des 800 Mrds de FCFA. Cette baisse s'explique par : (i) une contraction des appuis après une période d'importante mobilisation sur la période 2013-2014, (ii) une difficulté à mobiliser efficacement les ressources mises à disposition par les acteurs dont notamment les Banques de Développement (*cf voir la partie sur l'analyse par catégorie de partenaires techniques et financiers*), (iii) une diminution du montant moyen par bailleurs de fonds actif. Selon les chiffres transmis par les partenaires techniques et financiers au Comité d'Aide au Développement de l'OCDE, le montant d'aide a diminué de près de 3% entre 2014 et 2015. Cette diminution est du même ordre en ce qui concerne les données au format IATI repris sur le portail d-portal.org
23. Bien que le montant d'aide enregistré par le CRMT et celui enregistré par l'OCDE soit quasiment identique, il convient de signaler que la couverture des acteurs entre le CRMT, l'OCDE, et l'IATI n'est pas exactement la même, mais l'évolution du montant total de l'aide entre ces trois sources reflète la même tendance baissière.

<sup>1</sup> Un PTF est considéré actif s'il a déclaré un montant d'aide décaissé ou prévu sur la période

24. Le montant moyen décaissé par PTF a sensiblement diminué entre 2014 et 2015, passant de près de 30 Mrds en 2014 à 21,6 Mrds en 2015. Si les ressources prévues sont effectivement mobilisées, ce montant devrait augmenter de nouveau pour tendre vers la barre des 30 Mrds de FCFA en 2016.
25. **Les prévisions d'aide dépassent les 900 Mrds de FCFA en 2016 et 2017.** La baisse du niveau d'aide prévue en 2018 et 2019 doit être analysée comme la difficulté pour les partenaires techniques et financiers d'inscrire leur prévisions d'aide dans une approche programmatique pluriannuelle.

## Chapitre 3 : Analyse par catégorie de PTF

Tableau 2 : Analyse de l'aide par catégorie de PTF (en Mrds de FCFA)

	Décaissé 2014		Prévu 2015		Décaissé 2015		Prévu 2016		Prévu 2017		Prévu 2018		Prévu 2019	
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
Union Européenne et Etats Membres	201,8	25%	227,3	24%	217,1	31%	238,2	28%	257,1	28%	151,1	25%	51,5	18%
Banques de Développement	123,8	15%	240,7	25%	197,5	28%	306,9	36%	307,0	33%	227,5	37%	120,2	41%
Système des Nations Unies	286,1	36%	175,3	19%	103,2	14%	166,8	19%	141,0	15%	72,9	12%	68,4	23%
Autre Coopération bilatérale OCDE	160,1	20%	192,6	20%	161,0	23%	67,0	8%	121,7	13%	114,2	19%	10,6	4%
Autres	29,4	4%	111,3	12%	32,9	5%	82,0	10%	108,0	12%	48,7	8%	41,8	14%
Total général	801,2	100%	947,1	100%	711,7	100%	860,8	100%	934,7	100%	614,3	100%	292,5	100%

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

26. **Entre 2014 et 2015, l'Union Européenne et ses Etats-Membres se sont affirmés comme le premier partenaire avec un volume de décaissement en 2015 qui représente près d'un tiers (31%) du volume total** contre un quart pour l'année 2014 (25%). Il convient, par ailleurs, de noter le bon niveau de décaissement (217 Mrds de FCFA) par rapport aux prévisions (227 Mrds de FCFA). Les estimations d'aide pour les années 2016 et 2017 indiquent une poursuite de la tendance à l'augmentation de l'aide avec un volume de décaissement qui atteindrait 257 Mrds de FCFA en 2017.

27. **Parallèlement à la montée en puissance des financements européens, les Banques de Développement s'affirment davantage dans le paysage de l'aide au Mali.** En effet, leurs décaissements entre 2014 et 2015 ont augmenté de 60%. Toutefois, il a été enregistré un gap de financement de l'ordre de 43 Mrds de FCFA entre les ressources prévues (240,7 Mrds de FCFA) et les décaissements en 2015 (197,5 Mrds de FCFA). En 2017, les prévisions de décaissement pourraient quasiment tripler par rapport au niveau de décaissement de 2014 (307 Mrds en 2017 contre 123 Mrds en 2014). Ainsi, le poids des Banques de Développement dans le volume des décaissements augmenterait très nettement au cours de la même période, passant de 15% en 2014 à 36% en 2017.

28. Après avoir apporté un financement conséquent en 2014 en lien notamment avec la crise multidimensionnelle et les engagements pris à Bruxelles en 2013, **le poids du Système des Nations-Unies qui représentait 36% des efforts d'aide publique au développement s'est fortement contracté en 2015** puisque ce dernier a atteint 14%. Sur 175 Mrds de FCFA prévus, seuls 103 Mrds ont été effectivement décaissés en 2015.

29. Les coopérations bilatérales de l'OCDE non-membres de l'Union Européenne (Canada, USA, Suisse, Japon) ont représenté près d'un quart des décaissements en 2015. Les autres coopérations dont notamment les partenaires non-traditionnels (Chine, Inde, etc.) ont représenté 5% des décaissements enregistrés en 2015.

## Chapitre 4 : Analyse par nature du financement

Tableau 3: Analyse de l'aide par nature du financement: Dons/Prêt

	Décaissé 2014		Prévu 2015		Décaissé 2015		Prévu 2016		Prévu 2017		Prévu 2018		Prévu 2019	
Don	597,6	74,6%	639,2	67,5%	534,6	75,1%	533,3	62,0%	558,5	59,7%	385,3	62,7%	145,4	49,7%
UE et Etats Membres	192,9	24,1%	207,7	21,9%	212,6	29,9%	229,8	26,7%	240,7	25,7%	131,8	21,5%	51,5	17,6%
Banques de Développement	22,8	2,8%	63,6	6,7%	58,4	8,2%	69,2	8,0%	56,9	6,1%	67,8	11,0%	14,9	5,1%
Système des Nations-Unies	221,8	27,7%	175,3	18,5%	102,4	14,4%	166,8	19,4%	139,2	14,9%	71,5	11,6%	68,4	23,4%
Autre Coopération bilatérale OCDE	160,1	20,0%	192,6	20,3%	161,0	22,6%	67,0	7,8%	121,7	13,0%	114,2	18,6%	10,6	3,6%
Autres	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,2	0,0%	0,5	0,1%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Prêt	203,6	25,4%	307,9	32,5%	177,0	24,9%	327,5	38,0%	376,3	40,3%	229,0	37,3%	147,1	50,3%
UE et Etats Membres	8,9	1,1%	19,6	2,1%	4,5	0,6%	8,4	1,0%	16,5	1,8%	19,3	3,1%	0,0	0,0%
Banques de Développement	101,0	12,6%	177,1	18,7%	139,1	19,5%	237,7	27,6%	250,0	26,7%	159,7	26,0%	105,3	36,0%
Système des Nations Unies	64,3	8,0%	0,0	0,0%	0,7	0,1%	0,0	0,0%	1,8	0,2%	1,4	0,2%	0,0	0,0%
Autres	29,4	3,7%	111,3	11,8%	32,7	4,6%	81,4	9,5%	108,0	11,5%	48,7	7,9%	41,8	14,3%
Total général	801,2	100,0%	947,1	100,0%	711,7	100,0%	860,8	100,0%	934,7	100,0%	614,3	100,0%	292,5	100,0%

30. L'aide mobilisée en 2015 a été principalement fournie sous forme de dons. En effet, les dons représentent les trois quarts de l'aide enregistrée, soit 535 Mrds de FCFA, contre 177 Mrds de FCFA pour les prêts. Cette proportion entre prêt et dons est identique à celle observée en 2014.
31. Les trois principaux fournisseurs de dons au Mali sont l'Union Européenne et ses Etats Membres, les autres coopérations bilatérales (hors OCDE) et le Système des Nations-Unies. Les Banques de Développement sont les principaux créanciers pour les prêts. Sur la période 2016-2018, leur contribution représente près de 70% de l'ensemble des prêts contractés par le Mali au titre de l'aide publique au développement.
32. Lié à la diminution du poids du Système des Nations-Unies, et à la montée en puissance des activités des Banques de Développement, le ratio Don/Prêt devrait évoluer en faveur des prêts sur la période à venir. En effet, en 2017, les prêts pourraient représenter 40% du volume total de décaissement.

## Chapitre 5 : Analyse par instrument

Tableau 4: Analyse de l'aide par instrument

	Décaissé 2014		Décaissé 2015		Prévu 2016		Prévu 2017		Prévu 2018		Prévu 2019	
Appui Budgétaire Décentralisé	0,3	0,1%	1,5	0,2%	1,9	0,2%	1,5	0,2%	1,2	0,2%	0,0	0,0%
Appui Budgétaire Général	92,4	11,5%	144,9	20,4%	126,0	14,6%	126,7	13,6%	43,9	7,1%	0,0	0,0%
Appui Budgétaire Sectoriel	5,6	0,7%	18,9	2,7%	10,0	1,2%	5,1	0,5%	2,3	0,4%	0,0	0,0%
Appui projet inscrit au budget d'Etat	233,4	29,1%	163,1	22,9%	283,3	32,9%	297,5	31,8%	265,2	43,2%	181,8	62,2%
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	469,5	58,6%	383,2	53,8%	439,6	51,1%	504,0	53,9%	301,9	49,1%	110,7	37,8%
<b>Total général</b>	<b>801,2</b>	<b>100,0%</b>	<b>711,7</b>	<b>100,0%</b>	<b>860,8</b>	<b>100,0%</b>	<b>934,7</b>	<b>100,0%</b>	<b>614,3</b>	<b>100,0%</b>	<b>292,5</b>	<b>100,0%</b>

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

33. L'instrument majoritairement utilisé par les partenaires techniques et financiers est l'aide-projet non-inscrite au budget d'Etat. Cette part a dépassé les 50% en 2014 et 2015, tendance qui se poursuivrait en 2016 et 2017. Plus de 70% des aides-projets non-inscrites au Budget d'Etat sont apportées par l'Union Européenne et ses Etats-Membres et par les autres coopérations bilatérales membres de l'OCDE.
34. Le second instrument le plus couramment utilisé est l'appui-projet inscrit au Budget d'Etat qui représentait en 2015 près de 23% de l'ensemble des décaissements. Cette part devrait augmenter en 2016 et en 2017 pour atteindre respectivement 32,9% et 31,8%. Ce ratio pourrait dépasser la barre des 40% en 2018. Plus de la moitié du montant des appuis-projets inscrits au Budget de l'Etat provient des Banques de Développement.
35. La part de l'Appui Budgétaire Général a atteint 20% du volume des décaissements en 2015 pour un montant total de l'ordre de 144 Mrds de FCFA. Les principaux pourvoyeurs d'ABG en 2015 ont été la Banque mondiale et l'Union Européenne. Le volume d'ABG devrait se stabiliser autour de 125 Mrds de FCFA en 2016 et 2017.
36. L'appui budgétaire sectoriel, uniquement pratiqué par le Canada dans les secteurs de l'Education et de la Santé représente environ 1% des financements mobilisés. L'appui budgétaire décentralisé, uniquement pratiqué par la Suisse demeure en deçà de 1% des financements mobilisés.

## Chapitre 6 : Analyse des décaissements 2015 par secteur du CSCRP

37. Le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (2016-2018) s'est substitué au Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté 2012-2017 dont la dernière année de mise en œuvre est 2015. La répartition des montants décaissés en 2015 reflète approximativement les mêmes tendances qu'en 2014.

38. Sur les 36 secteurs du CSCRP (2012-2017), plus des 4/5 de l'aide décaissée en 2015 étaient alloués à 9 secteurs clés. Ces 9 secteurs clés représentaient 66% en 2014. En 2015, les appuis dans le secteur de la Nutrition et de la Santé ont concentré 22% des décaissements (hors Multisecteurs/ABG). Près de 23% de l'aide ont été décaissés dans les secteurs de la sécurité alimentaire et du développement rural. L'éducation a bénéficié de 9,5% de l'aide, le secteur des transports (6,9%), la protection sociale (5,9%), la décentralisation (5,7%), l'énergie (5,6%), l'assainissement (5%) figurent également dans les secteurs clés bénéficiaires de l'aide.

Tableau 5: Analyse de l'aide par secteur du CSCRP 2014-2015

Secteurs	2014		2015	
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
Nutrition Santé	104 783 698 201	14,9%	122 793 858 094	22,1%
Sécurité Alimentaire	127 994 107 880	18,2%	71 534 747 921	12,9%
Développement rural	63 316 059 591	9,0%	53 834 743 044	9,7%
Education	31 210 611 507	4,4%	52 904 545 090	9,5%
Transports	45 771 997 542	6,5%	38 108 169 469	6,9%
Protection sociale et lutte contre les vulnérabilités	38 984 912 349	5,5%	32 797 326 895	5,9%
Décentralisation	12 077 300 689	1,7%	31 702 364 507	5,7%
Energie	26 602 021 796	3,8%	31 301 000 250	5,6%
Assainissement	24 904 522 967	3,5%	27 999 655 316	5,0%
Développement Institutionnel	18 258 418 634	2,6%	15 108 098 751	2,7%
Autres secteurs	209 548 289 280	29,8%	77 333 514 153	13,9%
Somme	703 451 940 438	100,0%	555 418 023 491	100,0%

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

## Chapitre 7 : Alignement sur les objectifs spécifiques du CREDD sur la période 2016-2018

Tableau 6: Alignement sur les objectifs spécifiques du CREDD sur la période 2016-2018

	Prévu 2016		Prévu 2017		Prévu 2018		Prévu 2016-2018	
OS 1 : Agir efficacement et rapidement pour la Paix et la Réconciliation Nationale	10,2	1,20%	4,1	0,40%	1,3	0,20%	15,6	0,65%
OS 3 : Garantir la Sécurité intérieure sur l'intégralité du territoire	0,9	0,10%	1,3	0,10%	1,3	0,20%	3,5	0,15%
OS 4 : Renforcer et moderniser la Défense Nationale	0	0,00%	0,3	0,00%	0	0,00%	0,3	0,01%
OS 5 : Assurer la protection civile de la population	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
OS 6 : Améliorer la performance du cadre macro-économique et perfectionner le système de gestion des finances publiques	141	16,40%	139,7	14,90%	46,8	7,60%	327	13,59%
OS 7 : Soutenir le développement du secteur financier et de la microfinance	0,6	0,10%	4,4	0,50%	3,9	0,60%	8,9	0,37%
OS 8 : Promouvoir une Agriculture intensive, diversifiée et durable	99,5	11,60%	115,5	12,40%	86,6	14,10%	302	12,51%
OS 9 : Optimiser le potentiel de développement de l'élevage	6,4	0,70%	6,6	0,70%	8,1	1,30%	21,1	0,88%
OS 10 : Accompagner le développement du secteur de la « Pêche »	1	0,10%	1,5	0,20%	1,5	0,20%	4	0,17%
OS 11 : Garantir la sécurité alimentaire	86,7	10,10%	84,9	9,10%	24,5	4,00%	196	8,14%
OS 12 : Promouvoir une gestion durable des ressources naturelles	13,9	1,60%	9,1	1,00%	9,7	1,60%	32,7	1,36%
OS 13 : Développer les énergies renouvelables et accroître l'accès à l'électricité	67,9	7,90%	101,8	10,90%	43,3	7,00%	213	8,84%
OS 14 : Améliorer les infrastructures de transports et d'équipement.	49,3	5,70%	79,4	8,50%	41,6	6,80%	170	7,07%
OS 15 : Promouvoir l'extension et l'utilisation des TIC	24,9	2,90%	21,4	2,30%	29,6	4,80%	75,9	3,15%
OS 16 : Améliorer la gouvernance et diversifier le secteur des Mines	0	0,00%	1,4	0,10%	1,3	0,20%	2,7	0,11%
OS 17 : Développer le secteur privé et l'industrie via notamment l'agro-industrie	17	2,00%	17,9	1,90%	8,8	1,40%	43,7	1,81%
OS 19 : Consolider les secteurs du tourisme, et de l'artisanat	0,2	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0,2	0,01%
OS 20 : Valoriser la production et le patrimoine culturels	0,8	0,10%	0,3	0,00%	0	0,00%	1,1	0,05%
OS 21 : Améliorer l'éducation à tous les niveaux et l'alphabétisation	37,2	4,30%	33,9	3,60%	27	4,40%	98,1	4,07%
OS 22 : Favoriser les créations d'emplois, Développer la formation professionnelle	15,4	1,80%	15,2	1,60%	18,4	3,00%	49	2,03%
OS 23 : Soutenir les activités liées à la jeunesse, au sport et à la citoyenneté.	0,9	0,10%	1,7	0,20%	2,5	0,40%	5,1	0,21%
OS 24 : Améliorer l'état de santé de la population et lutter contre le VIH/Sida	85,3	9,90%	100,3	10,70%	97,3	15,80%	283	11,74%
OS 25 : Promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement	76,1	8,80%	84,2	9,00%	55,7	9,10%	216	8,96%
OS 26 : Moderniser et encadrer l'urbanisme et l'habitat	20,6	2,40%	16,3	1,70%	8,5	1,40%	45,4	1,88%
OS 27 : Promouvoir l'égalité du genre, l'autonomisation de la femme et l'épanouissement de l'enfant et de la famille	9,9	1,20%	10,4	1,10%	9,2	1,50%	29,5	1,22%
OS 28 : Etendre la protection sociale et promouvoir l'économie sociale et solidaire	13	1,50%	15,9	1,70%	16	2,60%	44,9	1,86%
OS 29 : Promouvoir la solidarité et renforcer les actions humanitaires	21,2	2,50%	17,9	1,90%	12,3	2,00%	51,4	2,13%
OS 30 : Intégrer la problématique démographique	1,2	0,10%	2,9	0,30%	8,9	1,40%	13	0,54%
OS 31 : Améliorer la transparence et lutter efficacement contre la corruption	0,3	0,00%	0,1	0,00%	0,6	0,10%	1	0,04%
OS 32 : Coordonner et Planifier les politiques publiques	1,9	0,20%	1,7	0,20%	1,4	0,20%	5	0,21%
OS 34 : Moderniser les Institutions et assurer une meilleure représentativité des femmes	17,8	2,10%	12,2	1,30%	10,8	1,80%	40,8	1,69%
OS 35 : Améliorer l'accès à une justice de qualité, impartiale et professionnelle	2,5	0,30%	4,4	0,50%	2,3	0,40%	9,2	0,38%
OS 36 : Assainir et améliorer la gestion du patrimoine de l'Etat et les affaires foncières	0,3	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0,3	0,01%
OS 37 : Impulser une articulation entre aménagement du territoire, déconcentration et décentralisation.	36,6	4,20%	28,1	3,00%	35,2	5,70%	99,9	4,15%
OS 38 : Œuvrer pour une diplomatie d'influence et promouvoir l'intégration africaine et une coopération internationale au service du développement du Mali.	0,3	0,00%	0,1	0,00%	0	0,00%	0,4	0,02%

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

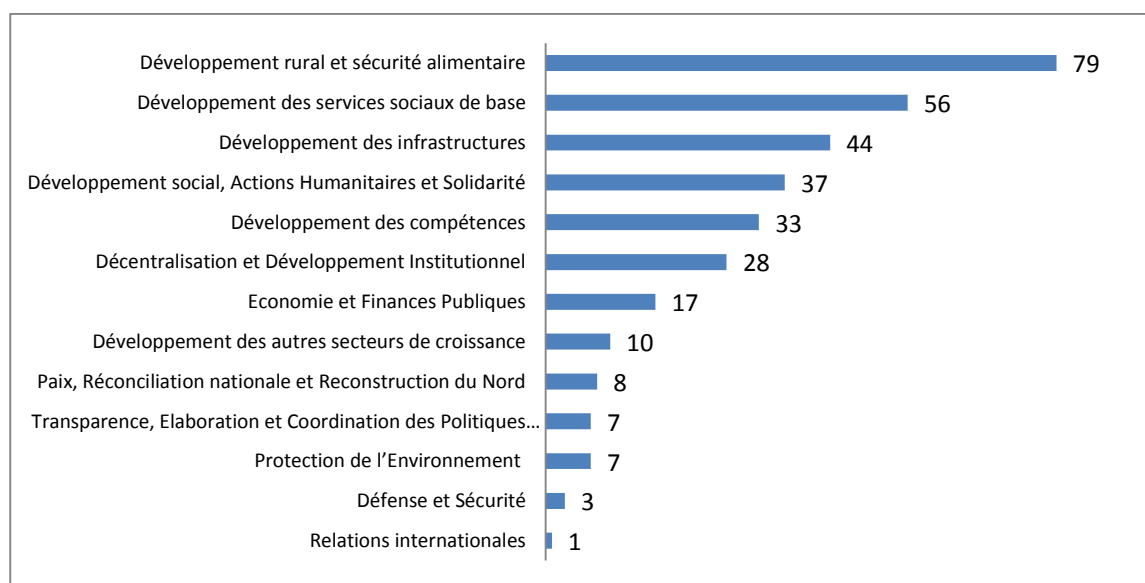
39. Le tableau ci-dessus permet de mesurer l'alignement des actions des partenaires techniques et financiers par rapport aux objectifs spécifiques définis dans le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le

Développement Durable qui constitue le document unique de référence sur la période 2016-2018. Les deux-tiers des financements attendus sur la période 2016-2018 devraient se concentrer autour des neuf objectifs spécifiques suivants.

- OS 6 : Améliorer la performance du cadre macro-économique et perfectionner le système de gestion des finances publiques (dont ABG). **13,6%**
- OS 8 : Promouvoir une Agriculture intensive, diversifiée et durable. **12,5%**
- OS 24 : Améliorer l'état de santé de la population et lutter contre le VIH/Sida. **11,7%**
- OS 25 : Promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement. **8,96%**
- OS 13 : Développer les énergies renouvelables et accroître l'accès à l'électricité. **8,84%**
- OS 11 : Garantir la sécurité alimentaire. **8,14%**
- OS 14 : Améliorer les infrastructures de transports et d'équipement. **7%**
- OS 37 : Impulser une articulation entre aménagement du territoire, déconcentration et décentralisation. **4,15%**
- OS 21 : Améliorer l'éducation à tous les niveaux et l'alphabetisation. **4%**

40. Sur 330 lignes actives (projets/programmes) en 2017, près d'un quart devrait concerner le domaine prioritaire du développement rural et de la sécurité alimentaire, 17% le développement des services sociaux de base, 13% le développement des infrastructures, 11% le développement social, les actions humanitaires et la solidarité, et 10% le développement des compétences.

Graphique 1: Nombre de projets actifs en 2017 par domaine prioritaire du CREDD



Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF



## Chapitre 8 : Ventilation géographique et sectorielle des projets

41. Le Cadre des Ressources Externes à Moyen-Terme a inclus un volet spatial pour mieux apprécier la répartition géographique des projets. Sur 330 lignes devant faire l'objet d'un décaissement en 2017, 185 ont une portée nationale ou ne disposent pas d'indications géographiques permettant une analyse spatiale de celles-ci. L'analyse spatiale des projets concerne donc 145 lignes, soit moins de la moitié des projets

42. Ainsi sur les 145 projets disposant d'un référencement géographique, Bamako arrive à la première place du classement avec 46 projets, suivie par Mopti avec 43 projets, et Sikasso 39 projets. Le faible nombre de projets référencés à Ménaka et Taoudénit, s'explique surtout par la création récente de ces entités. Dans la région de Bamako, les projets dans le secteur du développement des services sociaux de base sont le plus nombreux (22 projets sur 46). Dans la région de Sikasso et de Mopti, les projets dans le secteur du développement rural et de la sécurité alimentaire sont le plus nombreux avec respectivement 15 projets sur 39 et 17 projets sur 43.

Tableau 7: Ventilation géographique et sectorielle

Domaines prioritaires du CREDD	Tot	Nat <sup>al</sup>	Bko	Kay	Koul	Sika	Ség	Mop	Tom	Gao	Kidal	Taou	Mén
Paix, Réconciliation nationale	8	6					1	2	2	2	2	2	2
Défense et Sécurité	3	2	1										
Economie et Finances Publiques	17	17	1	1	1	1			1				
Développement rural et sécurité alimentaire	79	33	4	6	13	15	10	17	8	7	3	1	1
Protection de l'Environnement	7	6		1	2	1	2	1	1	2			
Développement des infrastructures	44	13	8	4	2	3	4	2	1	8	2		
Développement des autres secteurs de croissance	10	6					1		3	1			
Développement des compétences	33	27	4	3	3	7	5	3	1	2			
Développement des services sociaux de base	56	24	22	4	1	7	3	6	4	5	1	1	1
Développement social, Actions Humanitaires et Solidarité	37	24	4	3	1	3	1	6	5	7	5	2	3
Décentralisation et Développement Institutionnel	28	19	2	1	5	2	4	6	5	3	2	1	1
Transparence, Elaboration et Coordination des Politiques Publiques	7	7											
Relations internationales	1	1											
<b>Somme</b>	<b>330</b>	<b>185</b>	<b>46</b>	<b>23</b>	<b>28</b>	<b>39</b>	<b>31</b>	<b>43</b>	<b>31</b>	<b>37</b>	<b>15</b>	<b>7</b>	<b>8</b>

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

## Chapitre 9. Concentration des PTF par objectif spécifique

43. L'analyse de la concentration des partenaires techniques et financiers fait apparaître une présence hétérogène des partenaires par objectif spécifique du CREDD. Un classement par objectif spécifique en quatre catégories a été établi pour les prévisions d'aide en 2017 :
- (i) une catégorie de concentration élevée des PTF avec un nombre supérieur à 10 qui concerne 6 secteurs/objectifs spécifiques du CREDD
  - (ii) une catégorie de concentration moyenne des PTF entre 4 et 10 qui concerne 13 secteurs/objectifs spécifiques du CREDD
  - (iii) une concentration faible avec un nombre de PTF inférieur à 4 qui concerne 13 objectifs spécifiques
  - (iv) et une catégorie de secteurs dits « orphelins » de l'aide (pas d'appui prévu des PTF) qui concerne 5 objectifs spécifiques
44. La catégorie de concentration élevée des partenaires techniques et financiers concerne les objectifs spécifiques du CREDD relatifs au développement agricole, à l'accès à l'eau et à l'assainissement, à la solidarité et aux actions humanitaires, à la sécurité alimentaire, à l'énergie et à l'éducation.
45. La catégorie de concentration faible concerne notamment les objectifs spécifiques du CREDD liés au développement du secteur financier et de la microfinance, la justice, l'urbanisme et l'habitat, le tourisme et l'artisanat, le commerce, les affaires foncières.
46. Un nombre élevé de partenaires techniques et financiers qui interviennent dans un secteur peut aboutir à une amélioration importante de la performance dans ce secteur. Toutefois, il existe un certain nombre de risques à une concentration trop élevée de partenaires qui interviennent dans un secteur, à savoir :
- (i) existence de doublons et/ou d'incohérence entre les démarches,
  - (ii) coordination laborieuse et sous-optimale,
  - (iii) coûts de transaction importants pour la partie nationale.
47. Dans les secteurs où la concentration des PTF est élevée et moyenne, il conviendrait de privilégier plusieurs options dont :
- (i) la délégation de crédits entre partenaires techniques et financiers au profit du partenaire technique et financier disposant d'un avantage comparatif par rapport aux autres
  - (ii) une approche-programme en créant un « basket-fund » qui permettrait de recueillir les contributions des différents acteurs et qui pourrait prendre la forme d'un sous-compte à la Banque Centrale,
  - (iii) un programme pluri-acteurs d'appui budgétaire sectoriel conditionné à la réalisation d'un nombre de déclencheurs incluant des indicateurs de processus et de résultats, et conditionné à un audit et à une évaluation de la dépense publique.

Tableau 8: Ventilation des projets actifs par objectif du CREDD

Objectif Spécifique du CREDD	Montant prév 2017	Nombre de PTF actifs	Montant moyen par PTF
<b>Concentration élevé des partenaires techniques et financiers. [Supérieur à 10]</b>			
OS 8 : Promouvoir une Agriculture intensive, diversifiée et durable	115,5	18	6,4
OS 25 : Promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement	84,2	14	6,0
OS 29 : Promouvoir la solidarité et renforcer les actions humanitaires	17,9	13	1,4
OS 11 : Garantir la sécurité alimentaire pour tous et améliorer l'état nutritionnel des plus vulnérables	84,9	11	7,7
OS 13 : Développer les énergies renouvelables et accroître l'accès à l'électricité	101,8	11	9,3
OS 21 : Améliorer l'éducation à tous les niveaux et l'alphabétisation	33,9	11	3,1
<b>Concentration moyenne des partenaires techniques et financiers. [Entre 4 et 10]</b>			
OS 6 : Améliorer la performance du cadre économique et le système des finances publiques [dont ABG]	139,7	8	17,5
OS 14 : Améliorer l'interconnexion des infrastructures de transports et d'équipement.	79,4	8	9,9
OS 22 : Favoriser les créations d'emplois, Développer la formation professionnelle	15,2	8	1,9
OS 9 : Optimiser le potentiel de développement de l'élevage	6,6	7	0,9
OS 24 : Améliorer l'état de santé de la population et lutter contre le VIH/Sida	100,3	7	14,3
OS 37 : Impulser une articulation entre aménagement du territoire, déconcentration et décentralisation.	28,1	7	4,0
OS 1 : Agir efficacement et rapidement pour la Paix et la Réconciliation Nationale	4,1	5	0,8
OS 17 : Développer le secteur privé et l'industrie via notamment l'agro-industrie	17,9	5	3,6
OS 27 : Promouvoir l'égalité du genre, et l'épanouissement de l'enfant et de la famille	10,4	5	2,1
OS 32 : Coordonner et Planifier les politiques publiques et les stratégies de développement	1,7	5	0,3
OS 34 : Moderniser les Institutions et assurer une meilleure représentativité des femmes	12,2	5	2,4
OS 12 : Promouvoir l'économie verte à travers une gestion durable des ressources naturelles	9,1	4	2,3
OS 28 : Etendre la protection sociale et promouvoir l'économie sociale et solidaire	15,9	4	4,0
<b>Concentration faible des partenaires techniques et financiers. [Inférieur ou égale à 3]</b>			
OS 7 : Consolider et soutenir le développement du secteur financier et de la microfinance	4,4	3	1,5
OS 23 : Soutenir les activités liées à la jeunesse, au sport et à la citoyenneté.	1,7	3	0,6
OS 26 : Moderniser et encadrer l'urbanisme et l'habitat	16,3	3	5,4
OS 35 : Améliorer l'accès sur toute l'étendue du territoire national à une justice de qualité	4,4	3	1,5
OS 3 : Garantir la Sécurité intérieure sur l'intégralité du territoire	1,3	2	0,7
OS 15 : Promouvoir l'extension et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication	21,4	2	10,7
OS 4 : Renforcer et moderniser la Défense Nationale	0,3	1	0,3
OS 10 : Accompagner le développement du secteur de la « Pêche »	1,5	1	1,5
OS 16 : Améliorer la gouvernance des industries extractives et diversifier le secteur des Mines	1,4	1	1,4
OS 20 : Valoriser la production et le patrimoine culturels	0,3	1	0,3
OS 30 : Intégrer la problématique démographique dans la conduite des politiques publiques	2,9	1	2,9
OS 31 : Améliorer la transparence et lutter efficacement contre la corruption	0,1	1	0,1
OS 38 : Promouvoir l'intégration africaine et une coopération internationale au service du développement du Mali.	0,1	1	0,1
<b>Absence d'interventions prévues dans ces secteurs</b>			
OS 5 : Assurer la protection civile de la population	-	-	-
OS 18 : Promouvoir le commerce intérieur et extérieur	-	-	-
OS 19 : Consolider les secteurs du tourisme, et de l'artisanat	-	-	-
OS 33 : Développer les statistiques comme outil d'aide à la décision	-	-	-
OS 36 : Assainir et améliorer la gestion du patrimoine de l'Etat et les affaires foncières	-	-	-

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

## Chapitre 10. Spécialisation des PTF par objectif spécifique du CREDD

48. Chaque partenaire doit pouvoir se spécialiser sur un nombre restreint d'objectifs spécifiques du CREDD pour lesquels il possède une valeur ajoutée et une expertise spécifique. Dans le cas contraire, les risques sont les suivants : (i) une dispersion des appuis sur des secteurs où le partenaire technique et financier ne dispose pas d'un avantage comparatif vis-à-vis d'autres partenaires, (ii) une concentration trop importante des partenaires techniques et financiers sur certains secteurs, (iii) un faible effet de levier, (iv) des coûts de transaction importants pour l'Administration nationale et le partenaire technique et financier.

49. En fonction du nombre d'objectifs spécifiques du CREDD visés au cours de l'année 2017, un classement a été effectué permettant de classer les partenaires techniques et financiers en trois catégories : (i) une catégorie de spécialisation faible où le nombre d'objectifs spécifiques du CREDD est supérieur à 10 qui contient 5 PTF, (ii) une catégorie de spécialisation moyenne avec un nombre d'objectifs spécifiques du CREDD visés compris entre 5 et 10 qui comprend 8 PTF, (iii) une catégorie de spécialisation forte avec un nombre d'objectifs spécifiques visés inférieur à 5 qui comprend 21 PTF. .

50. Cette analyse sur la spécialisation des partenaires techniques et financiers par objectif spécifique du CREDD doit permettre à chaque partenaire technique et financier de : (i) se concentrer sur les secteurs où il dispose d'une valeur ajoutée et d'un avantage comparatif, (ii) de développer des délégations de crédits dans les secteurs où un autre partenaire technique et financier dispose d'un avantage comparatif plus significatif.

Tableau 10 : Spécialisation des partenaires par objectif spécifique du CREDD

	Prév 2017	Nombre d'Objectifs du CREDD visés	Montant moyen par objectif
<b>Spécialisation faible. Nombre d'objectifs supérieur à 10.</b>			
Banque mondiale	113,4	17	6,7
Délégation de l'Union Européenne	142,5	14	10,2
Suisse	13,1	13	1,0
France	40,8	12	3,4
Allemagne	26,8	12	2,2
Canada	35,7	11	3,2
<b>Spécialisation Moyenne. Nombre d'objectifs entre 5 et 10.</b>			
BID	76,3	9	8,5
Belgique	7,7	8	1,0
BAD	59,7	7	8,5
Luxembourg	10,6	6	1,8
BADEA	7,7	6	1,3
Japon	2,6	6	0,4
USA	70,2	5	14,0
UNICEF	49,0	5	9,8
<b>Spécialisation forte. Nombre d'objectifs inférieur à 5.</b>			
Chine	67,0	4	16,8
Pays-Bas	12,7	4	3,2
Espagne	2,9	4	0,7
Inde	20,6	3	6,9
BIDC	12,9	3	4,3
PNUD	9,2	3	3,1
OPEP	8,1	3	2,7
FIDA	7,7	3	2,6
FAO	1,3	3	0,4
UNESCO	1,0	3	0,3

Danemark	7,6	2	3,8
FSD	7,0	2	3,5
Koweït	4,1	2	2,1
UNHCR	0,7	2	0,3
PAM	64,2	1	64,2
FMI	31,0	1	31,0
BEI	5,9	1	5,9
OMS	5,1	1	5,1
Italie	3,5	1	3,5
UNFPA	3,0	1	3,0
Corée du Sud	1,3	1	1,3

## Conclusions et Recommandations

51. L'exercice du Cadre des Ressources Externes à Moyen-Terme vise à consolider un tableau de bord permettant de recenser de la manière la plus exhaustive possible les flux de ressources extérieures au titre de l'aide publique au développement. Cette recherche de l'exhaustivité n'est pas une fin en soi. Elle est un moyen visant à (i) améliorer la prévisibilité des appuis extérieurs afin d'affiner le cadrage stratégique et budgétaire des différents secteurs, (ii) disposer d'une cartographie des interventions des partenaires techniques et financiers permettant un repositionnement stratégique et opérationnel de ces derniers dans le cadre d'une division du travail optimale au sein des partenaires techniques et financiers et entre ces derniers et le gouvernement.
52. Pour parvenir à ces objectifs, il est primordial que les deux parties, le Gouvernement du Mali et ses partenaires techniques et financiers s'impliquent d'une manière constructive dans la constitution du tableau de bord de l'aide publique au développement que constitue le cadre des ressources externes à moyen-terme. L'exercice du CRMT devrait faciliter l'élaboration d'une programmation indicative conjointe allant dans le sens de l'engagement de la Stratégie Commune d'Accompagnement Pays signé entre le Gouvernement et les Partenaires Techniques et Financiers.
53. Il convient de diligenter la validation et la mise en œuvre du document de Politique Nationale de Gestion de l'Aide dont la mise en œuvre permettrait de renforcer le leadership de l'Etat dans la gestion de l'aide et d'améliorer les modalités de livraison de l'aide. Il s'agit de rendre l'aide plus efficace afin de réduire à long-terme la dépendance du Mali vis-à-vis de l'Aide internationale.

### Recommandations sur le processus et sur l'outil du Cadre des Ressources Externes à Moyen-Terme

- ✓ Poursuivre la dynamique visant à impliquer plus étroitement les structures nationales impliquées dans la gestion de l'aide dans la consolidation du Cadre des Ressources Externes à Moyen-Terme. Il s'agit notamment de lier le Cadre des Ressources Externes à Moyen-Terme avec le Système Intégré de Gestion des Investissements Publics de la Direction Nationale de la Planification du Développement.
- ✓ Intégrer les données provenant de l'Initiative pour la Transparence de l'Aide pour les partenaires techniques et financiers qui ne sont pas physiquement présents à Bamako et mener un exercice de rapprochement entre les données du CRMT et les données provenant de l'IATI pour les partenaires présents à Bamako.
- ✓ Redéfinir le périmètre du CRMT en ce qui concerne la sécurité autour de la définition de l'OCDE de l'aide publique au développement qui n'intègre pas le financement de matériels ou de services militaires mais intègre les éléments suivants : Gestion et Réforme des Systèmes de Sécurité, Dispositif civil de construction de la paix, prévention et règlement des conflits, Maintien de la paix à l'issue d'un conflit, Réintégration et contrôle des armes légères et de petit calibre, Enlèvement des mines terrestres, Enfants soldats (Prévention et Démobilisation). Compte tenu de cette définition, il s'agira notamment d'intégrer l'ensemble des dépenses relatives aux processus DDR, RSS, formation, etc.
- ✓ Inclure dans le cadre des ressources externes à moyen-terme les actions des « nouveaux partenaires » : MINUSMA (projet civil), Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose, et le Paludisme, Alliance Mondiale pour les Vaccins (GAVI), etc.
- ✓ Opérer un rapprochement avec la base de données « Synergie-Nord » afin d'harmoniser et rationaliser les outils de gestion de l'aide au Mali.

- ✓ Associer les Coordonnateurs des Groupes Thématiques des PTF dans la consolidation du CRMT afin de tendre vers une programmation indicative conjointe.
- ✓ Travailler plus étroitement avec les représentants des partenaires techniques et financiers sur la définition d'un tableau de bord permettant une cartographie précise des interventions des partenaires techniques et financiers.

### **Recommandations issues de la cartographie des interventions des PTF au Mali**

- ✓ Renforcer les programmes d'appui budgétaire général et sectoriel pour que ces derniers constituent au moins 30% de l'aide (cf document de Politique Nationale de Gestion de l'Aide).
- ✓ Prendre les dispositions nécessaires afin que les projets inscrits au budget de l'Etat représentent 60% de l'aide totale (cf document de Politique Nationale de Gestion de l'Aide).
- ✓ Mobiliser plus efficacement les ressources disponibles auprès des Banques de Développement
- ✓ Privilégier les approches-programmes, les appuis budgétaires sectoriels, les délégations de crédits entre partenaires techniques et financiers dans les secteurs où le nombre de partenaires techniques est élevé: Agriculture, Eau et Assainissement, Solidarité, Sécurité Alimentaire, Energie, Education, Santé.
- ✓ Etudier les possibilités de repositionnement des partenaires techniques et financiers sur un nombre restreint de secteurs où ils disposent d'un avantage comparatif.
- ✓ Mobiliser plus de financement dans les secteurs de l'élevage et de la pêche qui constituent (i) des filières économiques porteuses, (ii) des vecteurs de lutte contre la pauvreté, (iii) des facteurs d'amélioration de la nutrition. (cf document de Politique Nationale de Gestion de l'Aide).
- ✓ Mobiliser plus de financement dans le secteur de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique pour le développement durable du Mali, et notamment les Fonds Verts.
- ✓ Mobiliser plus de financement dans le secteur de l'éducation et de la formation professionnelle qui respectivement ne représentent que 4% et 2% de l'aide totale.

## ANNEXES

### ANNEXE N°1 : Décaissement et Prévisions par Objectifs Spécifique du CREDD et PTF

Domaine prioritaire/Objectif CREDD/PTF	2014	2015	Prév 2016	Prév 2017	Prév 2018	Prév 2019
<b>Paix, Réconciliation, Reconstruction du Nord</b>	<b>6 837 990 067</b>	<b>7 914 598 220</b>	<b>10 156 291 556</b>	<b>4 148 688 562</b>	<b>1 311 914 000</b>	<b>918 339 800</b>
<b>OS 1 : Agir efficacement et rapidement pour la Paix et la Réconciliation Nationale</b>	<b>6 837 990 067</b>	<b>7 914 598 220</b>	<b>10 156 291 556</b>	<b>4 148 688 562</b>	<b>1 311 914 000</b>	<b>918 339 800</b>
Allemagne	362 664 771	0	0	0	0	0
Danemark	2 929 516 670	4 211 569 180		0	0	
Délégation de l'Union Européenne	1 830 120 030	1 371 383 718	8 133 866 800	3 056 759 620	655 957 000	
Espagne	65 595 700	49 196 775	213 186 025	0	0	0
France	55 149 585	742 818 826	1 785 514 954	787 148 400	655 957 000	918 339 800
Japon	0	591 800 000	0	283 141 950	0	
Pays-Bas	560 843 235	918 339 144	0	0	0	
UNESCO	0	0	13 066 438	11 500 000	0	0
UNHCR	1 034 100 076	29 490 578	10 657 339	10 138 592	0	
<b>Défense et Sécurité</b>	<b>85 797 850</b>	<b>3 702 608 886</b>	<b>857 972 733</b>	<b>1 593 663 937</b>	<b>1 252 615 487</b>	<b>1 252 615 487</b>
<b>OS 3 : Garantir la Sécurité intérieure</b>	<b>32 797 850</b>	<b>3 688 987 886</b>	<b>857 972 733</b>	<b>1 313 633 437</b>	<b>1 252 615 487</b>	<b>1 252 615 487</b>
Allemagne	32 797 850	0	0	0	0	0
Délégation de l'Union Européenne	0	0	0	0	0	0
France		1 025 887 886	857 972 733	1 305 092 047	1 252 615 487	1 252 615 487
Japon	0	2 663 100 000	0	8 541 390	0	
<b>OS 4 : Renforcer et moderniser la Défense Nationale</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>280 030 500</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Allemagne	0	0	0	0	0	0
Japon	0	0	0	280 030 500	0	
<b>OS 5 : Assurer la protection civile de la population</b>	<b>53 000 000</b>	<b>13 621 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Allemagne		0	0	0	0	0
Suisse	53 000 000	13 621 000	0	0	0	0
<b>Economie et Finances Publiques</b>	<b>178 551 357 151</b>	<b>153 443 985 056</b>	<b>141 449 694 896</b>	<b>144 139 449 720</b>	<b>50 704 407 136</b>	<b>2 957 072 260</b>
<b>OS 6 : Améliorer la performance du cadre macro-économique et perfectionner le système de gestion des finances publiques</b>	<b>104 521 355 272</b>	<b>149 422 595 668</b>	<b>140 862 227 898</b>	<b>139 713 065 973</b>	<b>46 835 599 200</b>	<b>2 957 072 260</b>
BAD	5 205 609 160	19 474 440 563	13 661 148 611	14 311 892 196	12 524 810 160	0
Banque mondiale	1 289 667 135	60 937 748 408	27 959 489 700	24 851 400 000	0	0
Canada	614 944 289	1 253 707 152	2 621 427 697	1 585 500 000	1 359 000 000	1 359 000 000
Chine	7 405 768 000	0	6 245 817 000	6 254 802 037	0	0
Danemark	439 621 000	2 857 536 500	0	0	0	
Délégation de l'Union Européenne	62 578 297 800	56 142 047 716	57 199 450 400	59 856 076 250	327 978 500	
FMI	5 200 000 000	6 600 000 000	31 400 000 000	31 000 000 000	31 000 000 000	
France	19 022 753 000	652 677 215	556 251 536	373 895 490	144 310 540	118 072 260
OPEP	0	0	0	0	0	0
PNUD	2 764 694 887	1 504 438 115	1 218 642 953	1 479 500 000	1 479 500 000	1 480 000 000
<b>OS 7 : Consolider et soutenir le développement du secteur financier et de la microfinance</b>	<b>74 030 001 879</b>	<b>4 021 389 388</b>	<b>587 466 998</b>	<b>4 426 383 747</b>	<b>3 868 807 936</b>	<b>0</b>
BADEA	1 065 440 857	0	456 275 598	434 066 358	0	0
Canada	333 918 063			2 174 400 000	2 505 369 954	
FIDA	64 284 741 338	741 604 388	0	1 817 917 389	1 363 437 982	0
France	8 345 901 620	3 279 785 000	131 191 400	0	0	0
<b>Développement rural et sécurité alimentaire</b>	<b>129 160 682 490</b>	<b>113 506 692 905</b>	<b>193 555 234 321</b>	<b>208 416 335 481</b>	<b>120 635 820 551</b>	<b>44 300 399 401</b>
<b>OS 10 : Accompagner le développement du secteur de la « Pêche »</b>	<b>1 121 536 910</b>	<b>0</b>	<b>999 817 531</b>	<b>1 499 702 682</b>	<b>1 451 304 863</b>	<b>1 424 410 626</b>
Belgique	1 117 652 334	0	999 817 531	1 499 702 682	1 451 304 863	1 424 410 626
FAO	3 884 575			0	0	
<b>OS 11 : Garantir la sécurité alimentaire</b>	<b>54 646 884 306</b>	<b>62 610 338 095</b>	<b>86 658 902 266</b>	<b>84 851 213 170</b>	<b>24 541 343 754</b>	<b>3 407 029 869</b>
Allemagne	0	0	52 476 560	19 678 710	0	0
BAD	0	470 190 425	6 455 771 567	6 053 594 981	6 886 552 768	1 508 699 495
Belgique	236 267 840	0	341 724 735	977 171 271	1 306 001 204	1 242 373 375
Canada	2 202 340 000	10 042 670 400		6 090 585 000	9 358 980 000	



	2014	2015	Prév 2016	Prév 2017	Prév 2018	Prév 2019
Délégation de l'Union Européenne	1 680 336 054	406 318 789	6 471 681 601	4 591 699 000	4 591 699 000	
Espagne	131 191 400	320 776 092	259 103 015	0	0	0
FAO	68 649			0	0	
France		852 744 100	524 765 600	655 957 000	655 957 000	655 957 000
Japon	0	470 000 000	0	330 000 000	0	
Koweït		2 174 612 391		1 245 567 043	934 175 283	0
Luxembourg	268 801 995	0	327 978 500	327 978 500	327 978 500	
PAM	49 037 303 729	47 687 525 899	71 646 520 688	64 198 981 664	0	
Suisse	1 090 574 640	185 500 000	578 880 000	360 000 000	480 000 000	0
<b>OS 8 : Promouvoir une Agriculture intensive, diversifiée et durable, assurant l'autosuffisance alimentaire et compétitive sur les marchés sous régionaux et internationaux</b>	<b>70 084 279 805</b>	<b>48 046 486 510</b>	<b>99 499 256 477</b>	<b>115 484 967 431</b>	<b>86 563 425 624</b>	<b>31 602 335 649</b>
Allemagne	1 384 297 937	590 361 300	4 433 967 580	10 482 867 840	8 334 524 702	7 083 708 505
BAD	3 399 562 473	2 452 193 416	7 651 055 832	7 439 351 471	8 467 254 742	5 396 481 599
BADEA	2 501 191 243	945 568 518	776 914 447	701 609 031	0	0
Banque mondiale	17 928 304 571	12 177 881 847	26 204 631 900	12 976 080 000	11 993 920 000	5 920 000 000
Belgique	98 040 383	0	297 739 538	0	0	0
BID	11 007 421 266	6 239 363 880	24 450 103 730	24 450 103 730	0	0
BIDC	1 214 605 700	401 761 927	1 421 514 741	1 421 514 741	1 906 771 888	0
Canada	575 050 355			2 791 845 795	2 747 888 940	
Corée du Sud		3 124 046 666	2 950 000 000	1 277 772 800	1 916 659 200	2 555 545 600
Délégation de l'Union Européenne	9 390 024 455	456 580 838	5 796 692 009	14 606 194 519	13 119 140 000	
Espagne	0	1 089 259 892	1 300 718 782	2 043 696 349	3 096 077 683	2 910 921 356
FAO	4 852 059 309	3 941 933 476	8 906 632 930	613 417 636	0	
FIDA	0	3 456 704	0	3 927 330 960	3 927 330 960	4 046 341 312
France	2 609 660 641	3 535 599 047	2 379 892 023	7 051 537 750	6 395 580 750	0
FSD		2 160 000 000	1 100 000 000	1 858 387 500	1 858 387 500	1 393 790 625
Inde	0	0	0	0	0	0
Luxembourg	0	0	909 895 666	4 009 977 310	2 565 809 259	495 546 651
Norvège	0		6 787 000 000	0	0	
OPEP	0	474 000 000	2 258 912 700	2 214 080 000	2 214 080 000	0
Suisse	2 148 703 210	897 984 300	1 873 584 600	1 339 200 000	1 740 000 000	1 800 000 000
USA	12 975 358 263	9 556 494 699		16 280 000 000	16 280 000 000	0
<b>OS 9 : Optimiser le potentiel de développement de l'élevage</b>	<b>3 307 981 469</b>	<b>2 849 868 300</b>	<b>6 397 258 047</b>	<b>6 580 452 197</b>	<b>8 079 746 310</b>	<b>7 866 623 257</b>
BAD	2 594 302 359	1 113 377 477	1 282 768 608	0	0	0
BADEA	0	0	82 972 000	78 933 333	0	0
Banque mondiale		0	1 244 580 000	3 317 400 000	5 328 000 000	5 328 000 000
Belgique	467 292 976	1 321 391 923	1 652 348 795	1 430 912 471	1 398 689 896	1 338 623 257
BID	0	0	746 501 806	746 501 806	0	0
BIDC	0		395 513 187	395 513 187	0	0
Espagne	0	131 191 400	131 191 400	131 191 400	153 056 415	0
FAO	35 897 404			0	0	
France	210 488 730	155 987 231	269 987 310	0	0	0
Norvège	0			0	0	
OPEP	0	0	591 394 941	0	0	0
Suisse	0	127 920 270	0	480 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
<b>Protection de l'Environnement</b>	<b>8 706 265 576</b>	<b>6 437 880 556</b>	<b>13 939 109 854</b>	<b>9 055 355 427</b>	<b>9 707 600 000</b>	<b>8 524 800 000</b>
<b>OS 12 : Promouvoir l'économie verte à travers une gestion durable des ressources naturelles et une lutte efficace contre le réchauffement climatique.</b>	<b>8 706 265 576</b>	<b>6 437 880 556</b>	<b>13 939 109 854</b>	<b>9 055 355 427</b>	<b>9 707 600 000</b>	<b>8 524 800 000</b>
Allemagne	30 931 652	0	0	0	0	0
BAD			0	0	0	0
BADEA	916 829 834		46 852 953	44 572 383	0	0
Banque mondiale	2 503 284 659	456 178 996	6 627 388 500	3 934 400 000	6 156 800 000	4 972 800 000
Délégation de l'Union Européenne	787 148 400	154 059 373	459 169 900	0	0	
FAO	47 214 396	265 879 770	657 005 258	341 983 044	0	
France	329 674 149	75 435 055	0	0	0	0
Norvège	0	1 168 053 000	900 000 000	0	0	

	2014	2015	Prév 2016	Prév 2017	Prév 2018	Prév 2019
PNUD	4 091 182 487	4 318 274 362	5 248 693 244	4 734 400 000	3 550 800 000	3 552 000 000
<b>Développement des infrastructures</b>	<b>73 327 610 834</b>	<b>70 485 308 781</b>	<b>142 077 577 508</b>	<b>202 492 152 366</b>	<b>114 517 765 973</b>	<b>74 478 342 051</b>
<b>OS 13 : Développer les énergies renouvelables et accroître l'accès à l'électricité à moindre coût pour les populations rurales et urbaines</b>	<b>27 329 478 020</b>	<b>30 032 324 549</b>	<b>67 892 916 056</b>	<b>101 760 645 917</b>	<b>43 301 043 332</b>	<b>26 484 184 201</b>
BAD	191 068 846	22 111 961	389 988 770	421 297 440	445 097 707	261 952 951
BADEA	0	0	2 074 300 000	2 861 333 333	1 480 000 000	1 716 800 000
Banque mondiale	20 981 331 502	16 568 252 304	11 984 655 334	4 860 600 000	9 472 000 000	9 472 000 000
BID	3 841 265 484	11 225 657 792	21 586 401 978	21 586 401 978	0	0
BIDC	0	0	1 328 937 467	11 096 937 467	10 064 000 000	9 768 000 000
Chine	2 037 030 463	0	24 772 242 451	48 605 506 574	0	0
Délégation de l'Union Européenne	131 191 400	2 050 302 492	655 957 000	327 978 500	0	0
France	147 590 325	0	923 587 456	3 279 785 000	13 119 140 000	0
FSD				5 110 565 625	5 110 565 625	5 265 431 250
Inde	0	166 000 000	534 000 000	0	0	0
OPEP	0	0	1 642 845 600	1 610 240 000	1 610 240 000	0
Pays Bas	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	
<b>OS 14 : Améliorer le maillage territorial et l'interconnexion des infrastructures de transports et d'équipement.</b>	<b>45 998 132 814</b>	<b>35 948 169 469</b>	<b>49 270 928 818</b>	<b>79 359 990 675</b>	<b>41 578 386 587</b>	<b>17 457 690 398</b>
Allemagne		0	0	0	1 311 914 000	2 623 828 000
BAD	0	0	1 502 977 219	12 512 535 846	12 553 554 599	10 727 750 398
BADEA	1 343 474 581	0	1 733 584 557	3 602 802 233	1 953 600 000	2 012 800 000
Banque mondiale	14 515 511 222	6 910 965 550	0	0	0	0
Belgique	82 220 274		0	0	0	0
BID	0	1 104 004 447	7 441 291 722	7 441 291 722	0	0
BIDC	101 017 066	0	0	0	0	0
Chine	19 815 794 174	14 276 904 613	9 877 854 873	10 204 371 935	0	0
Délégation de l'Union Européenne	9 839 355 000	7 647 708 205	21 646 581 000	37 389 549 000	20 334 667 000	
France	143 914 998	0	0	0	0	0
Inde	0	0	3 564 361 540	1 120 116 084	0	0
Koweït		3 967 577 807		2 863 220 989	0	0
OPEP	156 845 500	2 041 008 847	3 504 277 908	4 226 102 866	5 424 650 988	2 093 312 000
<b>OS 15 : Promouvoir l'extension et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour l'ensemble des secteurs et des acteurs</b>	<b>0</b>	<b>4 504 814 762</b>	<b>24 913 732 634</b>	<b>21 371 515 774</b>	<b>29 638 336 054</b>	<b>30 536 467 451</b>
Chine	0	0	1 878 162 634	1 940 246 169	10 207 066 449	10 516 371 493
Corée du Sud		4 279 515 981	2 500 000 000	0	0	0
Inde	0	225 298 781	20 535 570 000	19 431 269 606	19 431 269 606	20 020 095 959
<b>Développement des autres secteurs de croissance</b>	<b>5 100 164 660</b>	<b>11 877 675 389</b>	<b>17 929 097 759</b>	<b>19 632 471 545</b>	<b>10 142 473 895</b>	<b>12 466 621 875</b>
<b>OS 16 : Améliorer la gouvernance, la transparence des industries extractives et diversifier le secteur des Mines</b>	<b>307 647 638</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 377 509 700</b>	<b>1 311 914 000</b>	<b>1 246 318 300</b>
Allemagne	307 647 638	0	0	1 377 509 700	1 311 914 000	1 246 318 300
<b>OS 17 : Développer le secteur privé et l'industrie via notamment l'agro-industrie</b>	<b>3 485 604 757</b>	<b>11 360 404 396</b>	<b>16 951 182 759</b>	<b>17 922 993 974</b>	<b>8 830 559 895</b>	<b>11 220 303 575</b>
Allemagne		0	9 936 437	119 237 240	119 237 240	119 237 240
BAD		0	2 221 066 335	2 221 066 335	2 221 066 335	2 221 066 335
Banque mondiale			0	1 891 500 000	2 960 000 000	8 880 000 000
BID	0	3 139 006 064	5 549 410 750	5 549 410 750	0	0
Danemark	2 385 604 757	7 077 898 100	6 885 964 912	7 543 859 649	2 932 336 320	
France	0	141 865 132	672 355 925	0	0	0
Pays-Bas	1 100 000 000	196 787 100	983 935 500	0		
USA	0	804 848 000	628 512 900	597 920 000	597 920 000	
<b>OS 19 : Consolider les secteurs du tourisme, et de l'artisanat</b>	<b>368 155 490</b>	<b>262 350 000</b>	<b>207 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Suisse	368 155 490	262 350 000	207 000 000	0	0	0

	2014	2015	Prév 2016	Prév 2017	Prév 2018	Prév 2019
<b>OS 20 : Valoriser la production et le patrimoine culturels</b>	<b>938 756 775</b>	<b>254 920 993</b>	<b>770 915 000</b>	<b>331 967 871</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Allemagne	0	0	0	1 967 871	0	0
Belgique	0		0	0	0	0
Luxembourg	315 020 725	0	0	0	0	
Suisse	574 618 050	203 822 100	720 000 000	330 000 000	0	0
UNESCO	49 118 000	51 098 893	50 915 000	0	0	0
<b>Développement des compétences</b>	<b>44 874 970 230</b>	<b>62 728 446 238</b>	<b>53 569 366 242</b>	<b>50 867 431 721</b>	<b>47 913 044 134</b>	<b>25 108 729 591</b>
<b>OS 21 : Améliorer l'éducation à tous les niveaux et l'alphabétisation</b>	<b>31 077 103 986</b>	<b>51 320 214 808</b>	<b>37 197 829 992</b>	<b>33 878 238 284</b>	<b>27 028 818 924</b>	<b>11 376 806 600</b>
Allemagne	163 989 250	0	0	773 963 664	773 963 664	773 963 664
Banque mondiale	6 005 699 337	8 031 171 325	12 302 002 426	8 712 540 000	3 729 600 000	3 729 600 000
Belgique	553 219 703	218 042 075	83 962 496	13 566 503	0	0
BID	0	0	2 395 046 733	895 046 733	0	0
Canada	4 629 354 798	28 078 555 291	7 134 701 050	5 455 701 876	4 271 200 194	0
Délégation de l'Union Européenne	0	0	4 263 720 500	4 263 720 500	4 263 720 500	
France	208 689 440	4 001 140 257	2 945 246 930	1 869 477 450	2 623 828 000	918 339 800
Luxembourg	327 978 500	0	108 560 884	124 763 021	118 531 430	
Pays-Bas	2 445 729 089	0	0	0	0	
Suisse	1 343 428 630	1 574 505 450	1 485 000 000	521 483 400	0	0
UNESCO	430 000 000	245 590 000	220 000 000	0	0	0
UNICEF	8 978 505 536	3 214 469 408	6 259 588 974	5 954 903 136	5 954 903 136	5 954 903 136
USA	5 990 509 703	5 956 741 003		5 293 072 000	5 293 072 000	0
<b>OS 22 : Favoriser les créations d'emplois, Développer et orienter la formation professionnelle vers les filières porteuses</b>	<b>13 549 824 654</b>	<b>9 982 254 960</b>	<b>15 429 789 299</b>	<b>15 246 295 762</b>	<b>18 416 234 410</b>	<b>13 731 922 991</b>
Banque mondiale		3 359 470 854	4 853 862 000	3 608 400 000	9 472 000 000	9 472 000 000
Belgique	261 047 928		175 978 320	0	0	0
Canada		222 436 340	642 349 000	2 272 609 947	2 749 322 685	860 700 000
Délégation de l'Union Européenne	0	3 542 167 800	3 935 742 000	3 279 785 000	1 311 914 000	
FAO		0	416 151 190	319 890 532		
FIDA	10 600 444 564	161 702 248	0	1 980 388 000	1 980 388 000	1 980 388 000
France	262 382 800	559 531 321	934 541 938	721 552 700	983 935 500	0
Luxembourg	896 567 931	18 366 796	2 061 672 851	1 980 334 183	1 918 674 225	1 418 834 991
Pays-Bas	54 444 431		0	0	0	
Suisse	1 474 937 000	2 118 579 600	2 409 492 000	1 083 335 400	0	0
<b>OS 23 : Soutenir les activités liées à la jeunesse, au sport et à la citoyenneté.</b>	<b>248 041 590</b>	<b>1 425 976 470</b>	<b>941 746 950</b>	<b>1 742 897 675</b>	<b>2 467 990 800</b>	<b>0</b>
Suisse	248 041 590	1 331 873 570	878 836 200	1 693 500 000	2 467 990 800	0
UNESCO	0	94 102 900	62 910 750	49 397 675	0	0
<b>Développement des services sociaux de base</b>	<b>151 538 967 337</b>	<b>180 510 230 866</b>	<b>182 111 618 372</b>	<b>200 765 286 215</b>	<b>161 542 722 328</b>	<b>79 091 548 208</b>
<b>OS 24 : Améliorer l'état de santé de la population et lutter contre le VIH/Sida</b>	<b>95 197 099 388</b>	<b>125 418 444 854</b>	<b>85 343 088 443</b>	<b>100 290 686 307</b>	<b>97 320 279 617</b>	<b>43 090 209 599</b>
Banque mondiale	180 370 454	1 519 995 805	6 429 586 778	5 005 200 000	8 288 000 000	8 288 000 000
Belgique	0	0	95 540 137	0	0	0
Canada	6 990 672 033	25 113 271 127	17 228 713 390	10 861 431 057	7 315 411 383	3 073 395 714
Délégation de l'Union Européenne	632 652 160	0	0	0	0	
Espagne	3 791 923 428	412 485 440	1 002 105 509	0	0	0
France	2 787 817 250	4 227 735 355	10 252 260 909	10 200 131 350	7 543 505 500	4 591 699 000
Japon	0	591 800 000	0	0	0	
Luxembourg	739 618 412	0	0	0	0	
OMS	6 041 146 478	7 557 991 426	5 325 868 965	5 066 632 000	5 066 632 000	5 066 632 000
Pays-Bas	4 580 280 569	36 752 696 748	10 244 369 949	9 266 627 996	9 216 066 830	3 290 981
UNICEF	24 524 140 703	8 680 823 034	23 196 271 706	22 067 191 904	22 067 191 904	22 067 191 904
USA	44 928 477 903	40 561 645 918	11 568 371 100	37 823 472 000	37 823 472 000	0
<b>OS 25 : Promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement et garantir un cadre de vie sain et hygiénique</b>	<b>46 934 058 434</b>	<b>43 400 035 266</b>	<b>76 137 944 101</b>	<b>84 171 709 380</b>	<b>55 677 156 695</b>	<b>36 001 338 609</b>
Allemagne	0	0	1 639 892 500	5 641 230 200	3 738 954 900	1 762 382 630
BAD	3 041 114 408	1 688 462 863	9 125 472 309	16 718 299 662	14 868 735 249	6 262 405 080
Banque mondiale	681 072 450	6 304 771 584	12 445 800 000	8 148 000 000	9 472 000 000	11 248 000 000

	2014	2015	Prév 2016	Prév 2017	Prév 2018	Prév 2019
BEI	0			5 920 000 000	5 920 000 000	5 920 000 000
Belgique	314 932 171	398 489 942	738 247 921	198 623 780	0	0
BID	1 323 936 027	1 439 295 921	9 850 273 362	11 371 106 695	0	0
Canada	2 202 340 000			0	0	
Danemark	9 811 335 781	20 890 789 920	10 778 070 175	0	0	
Délégation de l'Union Européenne	11 872 821 700	2 702 461 501	7 543 505 500	7 248 324 850	655 957 000	
Espagne	0	446 050 760	440 901 498	393 574 200	459 169 900	0
France	1 246 721 058	1 770 218 693	10 281 470 018	12 659 970 100	5 706 825 900	0
Italie	0		144 310 540	3 535 608 230	3 535 608 230	
Japon	0	0	0	416 934 300	0	
Luxembourg	1 254 101 886	0	0	0	0	
Pays-Bas		1 717 731 216	3 152 255 217	2 729 529 220	2 129 397 372	1 618 042 755
Suisse	224 710 460	139 522 500	336 999 600	0	0	0
UNICEF	14 960 972 494	5 902 240 366	9 660 745 461	9 190 508 144	9 190 508 144	9 190 508 144
<b>OS 26 : Moderniser et encadrer l'urbanisme et l'habitat</b>	<b>9 407 809 515</b>	<b>11 691 750 746</b>	<b>20 630 585 829</b>	<b>16 302 890 529</b>	<b>8 545 286 016</b>	<b>0</b>
Banque mondiale	5 448 570 862	5 036 341 249	12 943 632 000	9 894 000 000	8 288 000 000	0
BID	2 770 505 210	4 707 847 164	4 193 301 797	4 193 301 797	0	0
France	99 053 443	706 581 137	918 339 800	0	0	0
Suisse	1 089 680 000	1 240 981 196	2 575 312 232	2 215 588 732	257 286 016	0
<b>Développement social, Actions Humanitaires et Solidarité</b>	<b>172 035 086 351</b>	<b>48 959 378 794</b>	<b>45 386 102 102</b>	<b>47 063 813 184</b>	<b>46 317 821 654</b>	<b>23 829 712 912</b>
<b>OS 27 : Promouvoir l'égalité du genre, l'autonomisation de la femme et l'épanouissement de l'enfant et de la famille</b>	<b>74 011 412 270</b>	<b>6 190 775 742</b>	<b>9 947 673 219</b>	<b>10 361 445 391</b>	<b>9 195 799 994</b>	<b>8 914 968 961</b>
Allemagne	0	0	253 564 114	246 196 405	197 385 333	0
BAD			0	0	0	0
Belgique	0		279 864 054	0	0	0
Canada		0	949 870 000	1 560 585 000	751 980 000	905 547 000
Espagne	0	1 291 473 068	0	0	0	0
France	0	0	0	0	0	0
Japon	0	591 800 000	0	0	0	0
Suisse	0	2 304 440	0	0	0	0
UNESCO		0	465 750 000	945 372 450	637 143 125	400 130 425
UNICEF	74 011 412 270	4 305 198 234	7 998 625 051	7 609 291 536	7 609 291 536	7 609 291 536
<b>OS 28 : Etendre la protection sociale et promouvoir l'économie sociale et solidaire</b>	<b>10 395 397 844</b>	<b>7 581 940 135</b>	<b>13 018 964 625</b>	<b>15 941 244 560</b>	<b>15 979 058 560</b>	<b>4 130 046 560</b>
Banque mondiale	4 300 946 170	5 087 064 880	8 587 602 000	11 640 000 000	11 840 000 000	0
France	0	0	0	0	0	0
Suisse	0	477 000 000	90 000 000	171 198 000	9 012 000	0
UNICEF	6 094 451 674	2 017 875 255	4 341 362 625	4 130 046 560	4 130 046 560	4 130 046 560
<b>OS 29 : Promouvoir la solidarité et renforcer les actions humanitaires</b>	<b>87 628 276 237</b>	<b>35 186 662 918</b>	<b>21 174 884 259</b>	<b>17 851 123 233</b>	<b>12 262 963 100</b>	<b>3 680 697 391</b>
Allemagne	0	0	1 433 553 603	692 418 645	983 935 500	3 279 785 000
BAD			0	0	0	0
Belgique	0	0	385 635 808	73 795 163	0	0
BID		0	0	0	0	0
Danemark	87 600 465	4 642 397 760	991 228 070	37 327 368	0	
Délégation de l'Union Européenne	12 594 374 400	1 257 889 381	1 180 722 600	655 957 000	0	
Espagne	0	839 041 158	1 377 509 700	360 776 350	381 959 825	0
France		2 486 250 859	1 750 179 206	1 359 387 576		400 912 391
Italie	0		1 065 930 125	0	0	
Japon	0	4 971 120 000	0	1 289 856 380	0	
Luxembourg	1 431 418 870	0	2 017 067 775	2 017 067 775	2 017 067 775	
PAM	2 734 836 812	4 526 485 248	4 306 181 855	0	0	
Suisse	4 317 240 080	3 154 372 910	2 711 520 000	1 429 680 000	0	0
UNFPA			3 111 450 000	2 960 000 000	2 960 000 000	0
UNHCR	2 666 765 609	675 620 185	843 905 515	640 456 976	0	
USA	63 796 040 000	12 633 485 416		6 334 400 000	5 920 000 000	0

	2014	2015	Prév 2016	Prév 2017	Prév 2018	Prév 2019
<b>OS 30 : Intégrer la problématique démographique dans la conduite des politiques publiques</b>		0	1 244 580 000	2 910 000 000	8 880 000 000	7 104 000 000
Banque mondiale		0	1 244 580 000	2 910 000 000	8 880 000 000	7 104 000 000
<b>Transparence, Elaboration et Coordination des Politiques Publiques</b>	<b>1 801 529 479</b>	<b>845 828 676</b>	<b>2 227 272 912</b>	<b>1 884 526 800</b>	<b>1 966 409 700</b>	<b>721 552 700</b>
<b>OS 31 : Améliorer la transparence et lutter efficacement contre la corruption</b>	<b>39 984 364</b>	<b>39 862 354</b>	<b>335 634 520</b>	<b>135 900 000</b>	<b>588 900 000</b>	<b>0</b>
Canada	39 984 364	39 862 354	335 634 520	135 900 000	588 900 000	0
<b>OS 32 : Coordonner et Planifier les politiques publiques et les stratégies de développement</b>	<b>1 761 545 115</b>	<b>805 966 322</b>	<b>1 891 638 392</b>	<b>1 748 626 800</b>	<b>1 377 509 700</b>	<b>721 552 700</b>
Allemagne	280 325 467	0	655 957 000	327 978 500	327 978 500	327 978 500
Belgique	106 952 477	69 019 796	127 209 741	262 382 800	0	0
BID	0	0	96 330 000	96 330 000	0	0
Délégation de l'Union Européenne	327 978 500	680 423 540	951 137 650	983 935 500	1 049 531 200	393 574 200
France	101 830 109	49 632 986	61 004 001	0	0	0
Luxembourg	781 748 562	0	0	0	0	0
Suisse	162 710 000	6 890 000	0	78 000 000	0	0
<b>Décentralisation et Développement Institutionnel</b>	<b>28 680 410 695</b>	<b>50 263 172 327</b>	<b>57 252 720 176</b>	<b>44 601 388 737</b>	<b>48 319 031 480</b>	<b>18 890 912 894</b>
<b>OS 34 : Moderniser les Institutions et assurer une meilleure représentativité des femmes</b>	<b>15 042 525 915</b>	<b>23 256 361 940</b>	<b>17 841 245 753</b>	<b>12 162 525 709</b>	<b>10 846 179 578</b>	<b>4 687 254 260</b>
Allemagne	426 372 050	0	0	677 013 220	568 911 506	368 254 260
Belgique	236 473 154	270 272 651	199 856 979	0	0	0
Canada	13 399 477	89 102 712	940 000 000	2 297 531 289	1 482 861 072	1 359 000 000
Danemark	1 023 601 930	12 705 046 900	2 136 842 105	0	0	0
Délégation de l'Union Européenne	3 870 146 300	2 357 562 591	1 771 083 900	2 361 445 200	1 967 871 000	0
Pays-Bas	0	0	0	0	0	0
PNUD	8 840 997 066	7 247 809 191	12 793 462 769	2 959 000 000	2 959 000 000	2 960 000 000
Suisse	0	0	0	0	0	0
USA	631 535 938	586 567 896	0	3 867 536 000	3 867 536 000	0
<b>OS 35 : Améliorer le respect des droits de l'homme et l'accès sur toute l'étendue du territoire national à une justice de qualité, impartiale et professionnelle</b>	<b>132 467 303</b>	<b>1 509 240 606</b>	<b>2 547 444 400</b>	<b>4 366 004 828</b>	<b>2 251 550 163</b>	<b>704 287 912</b>
Allemagne	0	0	0	0	0	0
Belgique	0	0	0	0	0	0
Canada	27 997 027	873 433 949	1 175 000 000	498 300 000	906 000 000	0
Délégation de l'Union Européenne	101 673 335	67 924 347	655 957 000	3 178 111 665	655 957 000	0
France	0	171 860 734	26 894 237	0	0	0
Pays-Bas	2 796 941	396 021 576	689 593 163	689 593 163	689 593 163	704 287 912
<b>OS 36 : Assainir et améliorer la gestion du patrimoine de l'Etat et les affaires foncières</b>	<b>195 608 122</b>	<b>242 704 090</b>	<b>293 243 294</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Belgique	195 608 122	0	170 495 373	0	0	0
France	0	242 704 090	122 747 921	0	0	0
<b>OS 37 : Impulser une dynamique de développement des territoires basée sur une articulation optimale entre aménagement du territoire, déconcentration et décentralisation.</b>	<b>13 309 809 354</b>	<b>25 254 865 690</b>	<b>36 570 786 729</b>	<b>28 072 858 200</b>	<b>35 221 301 738</b>	<b>13 499 370 723</b>
Allemagne	0	2 211 203 497	6 451 421 713	6 451 421 713	5 122 225 214	10 003 344 250
Banque mondiale	4 290 333 908	10 075 003 625	15 743 937 000	11 640 000 000	21 312 000 000	0
Belgique	922 549 076	3 167 545 510	4 861 599 067	3 225 530 797	2 800 982 963	2 247 166 339
Délégation de l'Union Européenne	5 772 421 600	5 413 137 552	4 591 699 000	721 552 700	65 595 700	0
Espagne	0	991 151 027	369 959 748	0	0	0
France	1 259 437 440	944 578 080	557 563 450	537 884 740	0	327 978 500
Luxembourg	0	0	2 066 264 550	2 131 860 250	1 695 402 861	920 881 633
Suisse	1 065 067 330	2 452 246 400	1 928 342 200	3 364 608 000	4 225 095 000	0

	2014	2015	Prév 2016	Prév 2017	Prév 2018	Prév 2019
<b>Relations internationales</b>	<b>524 765 600</b>	<b>986 011 604</b>	<b>312 000 000</b>	<b>78 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>OS 38 : Œuvrer pour une diplomatie d'influence et promouvoir l'intégration africaine et une coopération internationale au service du développement du Mali.</b>	<b>524 765 600</b>	<b>986 011 604</b>	<b>312 000 000</b>	<b>78 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Allemagne			0	0	0	0
Délégation de l'Union Européenne	524 765 600	203 987 540	0	0	0	0
Espagne	0	211 341 474	0	0	0	0
France	0	570 682 590	0	0	0	0
Suisse		0	312 000 000	78 000 000		0
<b>Total général</b>	<b>801 225 598 320</b>	<b>711 661 818 298</b>	<b>860 824 058 432</b>	<b>934 738 563 695</b>	<b>614 331 626 339</b>	<b>292 540 647 179</b>





**ANNEXE N°2 : Décaissements et Prévisions de décaissement par nature de financement et par PTF**

	2014	2015	Prév. 2016	Prév. 2017	Prév. 2018	Prév. 2019
<b>Don</b>	<b>597 622 505 381</b>	<b>534 634 670 426</b>	<b>533 349 475 138</b>	<b>558 487 051 473</b>	<b>385 305 653 380</b>	<b>145 407 427 376</b>
<b>Union Européenne et Etats Membres</b>	<b>192 891 186 701</b>	<b>212 609 892 336</b>	<b>229 817 454 097</b>	<b>240 681 881 916</b>	<b>131 787 720 619</b>	<b>51 490 668 664</b>
Allemagne	2 989 026 615	2 801 564 797	14 930 769 507	26 811 483 708	22 790 944 559	27 588 800 349
Belgique	4 592 256 439	5 444 761 895	10 410 020 496	7 681 685 466	6 956 978 925	6 252 573 597
Danemark	16 677 280 603	52 385 238 360	20 792 105 263	7 581 187 018	2 932 336 320	
Délégation de l'Union Européenne	121 933 306 733	84 453 955 383	125 256 966 860	142 521 089 304	48 999 987 900	393 574 200
Espagne	3 988 710 528	5 781 967 086	5 094 675 676	2 929 238 299	4 090 263 823	2 910 921 356
France	27 951 254 637	21 742 462 235	27 705 392 114	27 879 466 703	23 338 687 677	9 183 914 238
Italie	0		1 065 930 125	0	0	
Luxembourg	6 015 256 881	18 366 796	7 491 440 225	10 591 981 039	8 643 464 050	2 835 263 276
Pays-Bas	8 744 094 265	39 981 575 783	17 070 153 829	14 685 750 379	14 035 057 365	2 325 621 648
<b>Système des Nations Unies</b>	<b>221 799 196 718</b>	<b>102 432 005 291</b>	<b>166 754 408 710</b>	<b>139 190 330 809</b>	<b>71 512 735 365</b>	<b>68 437 433 017</b>
FAO	4 939 124 333	4 207 813 246	9 979 789 378	1 275 291 212	0	
FIDA	10 600 444 564	165 158 952	0	5 907 718 960	5 907 718 960	6 026 729 312
OMS	6 041 146 478	7 557 991 426	5 325 868 965	5 066 632 000	5 066 632 000	5 066 632 000
PAM	51 772 140 541	52 214 011 147	75 952 702 543	64 198 981 664	0	
PNUD	15 696 874 440	13 070 521 668	19 260 798 966	9 172 900 000	7 989 300 000	7 992 000 000
UNESCO	479 118 000	390 791 793	812 642 188	1 006 270 125	637 143 125	400 130 425
UNFPA			3 111 450 000	2 960 000 000	2 960 000 000	0
UNHCR	3 700 865 685	705 110 762	854 562 854	650 595 568	0	
UNICEF	128 569 482 677	24 120 606 297	51 456 593 816	48 951 941 280	48 951 941 280	48 951 941 280
<b>Banques de Développement</b>	<b>22 819 333 269</b>	<b>58 376 803 805</b>	<b>69 225 065 843</b>	<b>56 940 950 733</b>	<b>67 806 899 352</b>	<b>14 921 682 982</b>
BAD	7 073 669 103	19 575 838 851	19 652 503 138	22 033 410 733	20 802 099 352	476 882 982
Banque mondiale	15 644 647 101	38 800 964 955	48 072 562 704	34 907 540 000	47 004 800 000	14 444 800 000
BID		0	1 500 000 000	0	0	0
BIDC	101 017 066	0	0	0	0	0
<b>Autre Coopération bilatérale OCDE</b>	<b>160 112 788 692</b>	<b>161 049 968 995</b>	<b>67 018 546 489</b>	<b>121 673 888 016</b>	<b>114 198 298 044</b>	<b>10 557 642 714</b>
Canada	17 630 000 405	65 713 039 325	31 027 695 657	35 724 389 964	34 036 914 228	7 557 642 714
Japon	0	9 879 620 000	0	2 608 504 520	0	
Norvège	0	1 168 053 000	7 687 000 000	0	0	
Suisse	14 160 866 480	14 189 473 736	16 106 966 832	13 144 593 532	10 379 383 816	3 000 000 000
USA	128 321 921 806	70 099 782 933	12 196 884 000	70 196 400 000	69 782 000 000	0
<b>Autres</b>		<b>166 000 000</b>	<b>534 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Inde		166 000 000	534 000 000	0	0	0
<b>Prêt</b>	<b>203 603 092 939</b>	<b>177 027 147 871</b>	<b>327 474 583 294</b>	<b>376 251 512 221</b>	<b>229 025 972 959</b>	<b>147 133 219 803</b>
<b>Union Européenne et Etats Membres</b>	<b>8 879 809 949</b>	<b>4 451 253 359</b>	<b>8 390 685 773</b>	<b>16 457 961 130</b>	<b>19 278 576 230</b>	<b>0</b>
France	8 879 809 949	4 451 253 359	8 246 375 233	12 922 352 900	15 742 968 000	0
Italie	0		144 310 540	3 535 608 230	3 535 608 230	
<b>Système des Nations Unies</b>	<b>64 284 741 338</b>	<b>741 604 388</b>	<b>0</b>	<b>1 817 917 389</b>	<b>1 363 437 982</b>	<b>0</b>
FIDA	64 284 741 338	741 604 388	0	1 817 917 389	1 363 437 982	0
<b>Banques de Développement</b>	<b>101 023 103 514</b>	<b>139 111 325 039</b>	<b>237 662 457 875</b>	<b>250 013 384 476</b>	<b>159 676 864 097</b>	<b>105 288 672 877</b>
BAD	7 357 988 144	5 644 937 854	22 637 746 113	37 644 627 199	37 164 972 208	25 901 472 877
BADEA	5 826 936 515	945 568 518	5 170 899 555	7 723 316 672	3 433 600 000	3 729 600 000
Banque mondiale	62 480 445 168	97 663 881 473	100 499 184 934	78 481 980 000	70 187 520 000	59 969 600 000
BEI	0			5 920 000 000	5 920 000 000	5 920 000 000
BID	18 943 127 988	27 855 175 268	74 808 661 878	76 329 495 211	0	0
BIDC	1 214 605 700	401 761 927	3 145 965 395	12 913 965 395	11 970 771 888	9 768 000 000
FMI	5 200 000 000	6 600 000 000	31 400 000 000	31 000 000 000	31 000 000 000	
<b>Autres</b>	<b>29 415 438 137</b>	<b>32 722 965 086</b>	<b>81 421 439 646</b>	<b>107 962 249 226</b>	<b>48 707 094 650</b>	<b>41 844 546 926</b>
Chine	29 258 592 637	14 276 904 613	42 774 076 958	67 004 926 714	10 207 066 449	10 516 371 493
Corée du Sud		7 403 562 648	5 450 000 000	1 277 772 800	1 916 659 200	2 555 545 600
FSD		2 160 000 000	1 100 000 000	6 968 953 125	6 968 953 125	6 659 221 875
Inde	0	225 298 781	24 099 931 540	20 551 385 689	19 431 269 606	20 020 095 959
Koweït		6 142 190 197		4 108 788 032	934 175 283	0
OPEP	156 845 500	2 515 008 847	7 997 431 149	8 050 422 866	9 248 970 988	2 093 312 000
<b>Total général</b>	<b>801 225 598 320</b>	<b>711 661 818 298</b>	<b>860 824 058 432</b>	<b>934 738 563 695</b>	<b>614 331 626 339</b>	<b>292 540 647 179</b>



## ANNEXE N°3 : Décaissement et Prévisions de décaissement par instrument et partenaire technique et financier

	2014	2015	Prév 2016	Prév 2017	Prév 2018	Prév 2019
Appui Budgétaire Décentralisé	310 750 130	1 541 523 008	1 855 177 000	1 489 237 100	1 173 699 000	0
Autre Coopération bilatérale OCDE	310 750 130	1 541 523 008	1 855 177 000	1 489 237 100	1 173 699 000	0
Suisse	310 750 130	1 541 523 008	1 855 177 000	1 489 237 100	1 173 699 000	0
Appui Budgétaire Général	92 446 280 960	144 898 468 216	126 015 860 560	126 660 886 410	43 852 788 660	0
Banques de Développement	10 405 609 160	85 898 884 000	68 816 410 160	66 804 810 160	43 524 810 160	0
BAD	5 205 609 160	19 350 000 000	12 524 810 160	12 524 810 160	12 524 810 160	0
Banque mondiale		59 948 884 000	24 891 600 000	23 280 000 000	0	0
FMI	5 200 000 000	6 600 000 000	31 400 000 000	31 000 000 000	31 000 000 000	
Union Européenne et Etats Membres	82 040 671 800	58 999 584 216	57 199 450 400	59 856 076 250	327 978 500	0
Danemark	439 621 000	2 857 536 500	0	0	0	
Délégation de l'Union Européenne	62 578 297 800	56 142 047 716	57 199 450 400	59 856 076 250	327 978 500	
France	19 022 753 000	0	0	0	0	0
Appui Budgétaire Sectoriel	5 575 634 500	18 940 124 000	9 987 500 000	5 108 331 057	2 265 000 000	0
Autre Coopération bilatérale OCDE	0	18 940 124 000	9 987 500 000	5 108 331 057	2 265 000 000	0
Canada	0	18 940 124 000	9 987 500 000	5 108 331 057	2 265 000 000	0
Union Européenne et Etats Membres	5 575 634 500	0	0	0	0	0
Espagne	3 279 785 000	0	0	0	0	0
Pays-Bas	2 295 849 500		0	0	0	
Appui projet inscrit au budget d'Etat	233 384 434 231	163 116 498 215	283 326 740 955	297 523 322 443	265 162 648 478	181 815 862 512
Autre Coopération bilatérale OCDE	1 474 937 000	4 315 463 236	2 666 257 000	2 638 943 400	2 146 095 000	0
Norvège		1 168 053 000				
SUISSE	1 474 937 000	3 147 410 236	2 666 257 000	2 638 943 400	2 146 095 000	0
Autres	19 815 794 174	32 888 965 086	62 177 587 207	66 060 443 511	43 685 003 662	39 751 234 926
Chine	19 815 794 174	14 276 904 613	30 245 547 507	31 245 328 070	10 207 066 449	10 516 371 493
Corée du Sud		7 403 562 648	5 450 000 000	1 277 772 800	1 916 659 200	2 555 545 600
FSD		2 160 000 000	1 100 000 000	6 968 953 125	6 968 953 125	6 659 221 875
Inde	0	391 298 781	21 069 570 000	19 431 269 606	19 431 269 606	20 020 095 959
Koweït		6 142 190 197		4 108 788 032	934 175 283	0
OPEP	0	2 515 008 847	4 312 469 700	3 028 331 878	4 226 880 000	0
Banques de Développement	101 868 513 663	94 170 914 181	169 134 656 203	171 354 751 984	181 737 886 953	117 989 289 523
BAD	9 226 048 087	5 870 776 705	27 544 372 757	44 932 161 437	43 221 195 065	24 157 289 523
BADEA	3 844 665 824	945 568 518	2 260 080 257	4 954 181 663	3 433 600 000	3 729 600 000
Banque mondiale	78 125 092 269	76 515 962 428	123 680 147 638	90 109 520 000	117 192 320 000	74 414 400 000
BEI	0			5 920 000 000	5 920 000 000	5 920 000 000
BID	9 357 084 718	10 436 844 604	14 228 540 810	14 249 374 143	0	0
BIDC	1 315 622 766	401 761 927	1 421 514 741	11 189 514 741	11 970 771 888	9 768 000 000
Système des Nations Unies	97 571 360 391	12 776 435 884	18 496 569 048	25 063 071 069	23 424 991 662	22 181 764 032
FIDA	74 885 185 903	906 763 340	0	7 725 636 349	7 271 156 942	6 026 729 312
PNUD	4 091 182 487	4 318 274 362	5 248 693 244	4 734 400 000	3 550 800 000	3 552 000 000
UNICEF	18 594 992 002	7 551 398 182	13 247 875 804	12 603 034 720	12 603 034 720	12 603 034 720
Union Européenne et Etats Membres	12 653 829 003	18 964 719 828	30 851 671 498	32 406 112 480	14 168 671 200	1 893 574 030
Allemagne	505 086 890	0	1 639 892 500	2 492 636 600	3 870 146 300	1 893 574 030
Belgique	77 473 113	398 489 942	375 909 278	198 623 780	0	0
Délégation de l'Union Européenne	9 839 355 000	7 647 708 205	21 646 581 000	19 678 710 000	6 559 570 000	
France	0	330 050 012	7 189 288 720	10 036 142 100	3 738 954 900	0
Pays-Bas	2 231 914 000	10 588 471 669	0	0	0	
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	469 508 498 498	383 165 204 860	439 638 779 917	503 956 786 685	301 877 490 201	110 724 784 667
Autre Coopération bilatérale OCDE	158 327 101 562	136 252 858 751	52 509 612 489	112 437 376 459	108 613 504 044	10 557 642 714
Canada	17 630 000 405	46 772 915 325	21 040 195 657	30 616 058 907	31 771 914 228	7 557 642 714
Japon	0	9 879 620 000	0	2 608 504 520	0	
Norvège	0		7 687 000 000	0	0	
Suisse	12 375 179 350	9 500 540 493	11 585 532 832	9 016 413 032	7 059 589 816	3 000 000 000
USA	128 321 921 806	70 099 782 933	12 196 884 000	70 196 400 000	69 782 000 000	0
Autres	9 599 643 962	0	19 777 852 439	41 901 805 715	5 022 090 988	2 093 312 000
Chine	9 442 798 463	0	12 528 529 451	35 759 598 644	0	0
Inde	0	0	3 564 361 540	1 120 116 084	0	0
OPEP	156 845 500	0	3 684 961 449	5 022 090 988	5 022 090 988	2 093 312 000
Banques de Développement	11 568 313 961	17 418 330 664	68 936 457 355	68 794 773 065	2 221 066 335	2 221 066 335
BAD		0	2 221 066 335	2 221 066 335	2 221 066 335	2 221 066 335

BADEA	1 982 270 691	0	2 910 819 298	2 769 135 009	0	0
BID	9 586 043 270	17 418 330 664	62 080 121 068	62 080 121 068	0	0
BIDC	0		1 724 450 654	1 724 450 654	0	0
Système des Nations Unies	188 512 577 666	90 397 173 795	148 257 839 662	115 945 177 129	49 451 181 685	46 255 668 985
FAO	4 939 124 333	4 207 813 246	9 979 789 378	1 275 291 212	0	
OMS	6 041 146 478	7 557 991 426	5 325 868 965	5 066 632 000	5 066 632 000	5 066 632 000
PAM	51 772 140 541	52 214 011 147	75 952 702 543	64 198 981 664	0	
PNUD	11 605 691 953	8 752 247 305	14 012 105 722	4 438 500 000	4 438 500 000	4 440 000 000
UNESCO	479 118 000	390 791 793	812 642 188	1 006 270 125	637 143 125	400 130 425
UNFPA			3 111 450 000	2 960 000 000	2 960 000 000	0
UNHCR	3 700 865 685	705 110 762	854 562 854	650 595 568	0	
UNICEF	109 974 490 675	16 569 208 115	38 208 718 012	36 348 906 560	36 348 906 560	36 348 906 560
Union Européenne et Etats Membres	101 500 861 347	139 096 841 650	150 157 017 971	164 877 654 316	136 569 647 149	49 597 094 633
Allemagne	2 483 939 725	2 801 564 797	13 290 877 007	24 318 847 108	18 920 798 259	25 695 226 319
Belgique	4 514 783 325	5 046 271 953	10 034 111 218	7 483 061 686	6 956 978 925	6 252 573 597
Danemark	16 237 659 603	49 527 701 860	20 792 105 263	7 581 187 018	2 932 336 320	
Délégation de l'Union Européenne	49 515 653 933	20 664 199 462	46 410 935 460	62 986 303 054	42 112 439 400	393 574 200
Espagne	708 925 528	5 781 967 086	5 094 675 676	2 929 238 299	4 090 263 823	2 910 921 356
France	17 808 311 586	25 863 665 581	28 762 478 627	30 765 677 503	35 342 700 777	9 183 914 238
Italie	0		1 210 240 665	3 535 608 230	3 535 608 230	
Luxembourg	6 015 256 881	18 366 796	7 491 440 225	10 591 981 039	8 643 464 050	2 835 263 276
Pays-Bas	4 216 330 765	29 393 104 114	17 070 153 829	14 685 750 379	14 035 057 365	2 325 621 648
Total général	801 225 598 320	711 661 818 298	860 824 058 432	934 738 563 695	614 331 626 339	292 540 647 179

## ANNEXE N°4 : Décaissement et Prévisions de décaissement par PTF

	2014	2015	Prév 2016	Prév 2017	Prév 2018	Prév 2019
<b>Union Européenne et Etats Membres</b>	<b>201 770 996 650</b>	<b>217 061 145 694</b>	<b>238 208 139 869</b>	<b>257 139 843 046</b>	<b>151 066 296 849</b>	<b>51 490 668 664</b>
Allemagne	2 989 026 615	2 801 564 797	14 930 769 507	26 811 483 708	22 790 944 559	27 588 800 349
Belgique	4 592 256 439	5 444 761 895	10 410 020 496	7 681 685 466	6 956 978 925	6 252 573 597
Danemark	16 677 280 603	52 385 238 360	20 792 105 263	7 581 187 018	2 932 336 320	
Délégation de l'Union Européenne	121 933 306 733	84 453 955 383	125 256 966 860	142 521 089 304	48 999 987 900	393 574 200
Espagne	3 988 710 528	5 781 967 086	5 094 675 676	2 929 238 299	4 090 263 823	2 910 921 356
France	36 831 064 586	26 193 715 593	35 951 767 347	40 801 819 603	39 081 655 677	9 183 914 238
Italie	0		1 210 240 665	3 535 608 230	3 535 608 230	
Luxembourg	6 015 256 881	18 366 796	7 491 440 225	10 591 981 039	8 643 464 050	2 835 263 276
Pays Bas	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	
Pays-Bas	8 744 094 265	39 981 575 783	15 070 153 829	12 685 750 379	12 035 057 365	2 325 621 648
<b>Banques de Développement</b>	<b>123 842 436 784</b>	<b>197 488 128 845</b>	<b>306 887 523 718</b>	<b>306 954 335 209</b>	<b>227 483 763 448</b>	<b>120 210 355 858</b>
BAD	14 431 657 247	25 220 776 705	42 290 249 252	59 678 037 932	57 967 071 560	26 378 355 858
BADEA	5 826 936 515	945 568 518	5 170 899 555	7 723 316 672	3 433 600 000	3 729 600 000
Banque mondiale	78 125 092 269	136 464 846 428	148 571 747 638	113 389 520 000	117 192 320 000	74 414 400 000
BEI	0			5 920 000 000	5 920 000 000	5 920 000 000
BID	18 943 127 988	27 855 175 268	76 308 661 878	76 329 495 211	0	0
BIDC	1 315 622 766	401 761 927	3 145 965 395	12 913 965 395	11 970 771 888	9 768 000 000
FMI	5 200 000 000	6 600 000 000	31 400 000 000	31 000 000 000	31 000 000 000	
<b>Système des Nations Unies</b>	<b>286 083 938 057</b>	<b>103 173 609 679</b>	<b>166 754 408 710</b>	<b>141 008 248 198</b>	<b>72 876 173 347</b>	<b>68 437 433 017</b>
FAO	4 939 124 333	4 207 813 246	9 979 789 378	1 275 291 212	0	
FIDA	74 885 185 903	906 763 340	0	7 725 636 349	7 271 156 942	6 026 729 312
OMS	6 041 146 478	7 557 991 426	5 325 868 965	5 066 632 000	5 066 632 000	5 066 632 000
PAM	51 772 140 541	52 214 011 147	75 952 702 543	64 198 981 664	0	
PNUD	15 696 874 440	13 070 521 668	19 260 798 966	9 172 900 000	7 989 300 000	7 992 000 000
UNESCO	479 118 000	390 791 793	812 642 188	1 006 270 125	637 143 125	400 130 425
UNFPA			3 111 450 000	2 960 000 000	2 960 000 000	0
UNHCR	3 700 865 685	705 110 762	854 562 854	650 595 568	0	
UNICEF	128 569 482 677	24 120 606 297	51 456 593 816	48 951 941 280	48 951 941 280	48 951 941 280
<b>Autre Coopération bilatérale</b>	<b>160 112 788 692</b>	<b>161 049 968 995</b>	<b>67 018 546 489</b>	<b>121 673 888 016</b>	<b>114 198 298 044</b>	<b>10 557 642 714</b>
<b>OCDE</b>	<b>17 630 000 405</b>	<b>65 713 039 325</b>	<b>31 027 695 657</b>	<b>35 724 389 964</b>	<b>34 036 914 228</b>	<b>7 557 642 714</b>
Canada	17 630 000 405	65 713 039 325	31 027 695 657	35 724 389 964	34 036 914 228	7 557 642 714
Japon	0	9 879 620 000	0	2 608 504 520	0	
Norvège	0	1 168 053 000	7 687 000 000	0	0	
Suisse	14 160 866 480	14 189 473 736	16 106 966 832	13 144 593 532	10 379 383 816	3 000 000 000
USA	128 321 921 806	70 099 782 933	12 196 884 000	70 196 400 000	69 782 000 000	0
<b>Autres</b>	<b>29 415 438 137</b>	<b>32 888 965 086</b>	<b>81 955 439 646</b>	<b>107 962 249 226</b>	<b>48 707 094 650</b>	<b>41 844 546 926</b>
Chine	29 258 592 637	14 276 904 613	42 774 076 958	67 004 926 714	10 207 066 449	10 516 371 493
Corée du Sud		7 403 562 648	5 450 000 000	1 277 772 800	1 916 659 200	2 555 545 600
FSD		2 160 000 000	1 100 000 000	6 968 953 125	6 968 953 125	6 659 221 875
Inde	0	391 298 781	24 633 931 540	20 551 385 689	19 431 269 606	20 020 095 959
Koweït		6 142 190 197		4 108 788 032	934 175 283	0
OPEP	156 845 500	2 515 008 847	7 997 431 149	8 050 422 866	9 248 970 988	2 093 312 000
<b>Total général</b>	<b>801 225 598 320</b>	<b>711 661 818 298</b>	<b>860 824 058 432</b>	<b>934 738 563 695</b>	<b>614 331 626 339</b>	<b>292 540 647 179</b>

## ANNEXE N°5 : Régions d'intervention par PTF depuis 2014

	Bamako	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Segou	Mopti	Gao	Tombouctou	Kidal	Taoudenit	Menaka	Nombre de régions d'interventions
Belgique	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	11
Allemagne	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	10
BAD	X	X	X	X	X		X	X	X	X	X	10
Dél. UE	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	10
France		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	10
Suisse	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	10
Canada	X	X	X	X	X	X	X	X	X			9
Espagne	X	X	X	X		X	X	X	X			8
FAO	X	X	X	X	X	X	X	X				8
Japon	X				X	X	X	X	X	X	X	8
Luxembourg	X			X	X		X	X	X	X	X	8
PAM	X	X	X	X	X	X	X	X				8
PNUD	X	X	X	X	X	X	X	X				8
Banque mondiale			X	X	X	X	X	X	X			7
BID	X	X			X	X	X	X	X			7
UNESCO	X			X	X	X	X	X	X			7
BADEA	X	X	X			X	X	X				6
Danemark	X			X	X	X	X	X				6
Norvège			X		X	X	X	X	X			6
OPEP	X	X	X	X			X					5
BIDC	X			X		X	X					4
Chine	X	X			X		X					4
UNICEF	X			X		X	X					4
FSD				X		X	X					3
Inde	X			X	X							3
Pays Bas					X	X	X					3
Italie	X					X						2
Koweït	X			X								2
BEI	X											1
Corée du Sud				X								1
UNFPA		X										1
UNHCR		X										1
FIDA ?												-
OMS ?												-
Pays-Bas ?												-
USA ?												-
<b>Total</b>	<b>24</b>	<b>15</b>	<b>14</b>	<b>22</b>	<b>20</b>	<b>22</b>	<b>25</b>	<b>19</b>	<b>14</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	

## ANNEXE N°6 : Réalisation physiques 2015 par domaine prioritaire, par partenaire technique et financier et par opération

Domaine prioritaire du CREDD / Partenaire technique et financier / Intitulé de l'opération / Réalisations physiques	Décaissé 2015
<b>Domaine prioritaire du CREDD : Paix, Réconciliation nationale et Reconstruction du Nord</b>	<b>772 309 404</b>
<b>France</b>	<b>742 818 826</b>
<b>Accompagnement du processus de sortie de crise</b>	447 638 176
Caravane de la Paix Projets d'appui à l'entrepreneuriat pour 100 jeunes des régions du Nord Appui aux instances de coordination des PTF avec le GdM	447 638 176
<b>CML 1352 SDNM</b>	295 180 650
50 % du projet réalisés : 2 groupes électrogènes, 2 Centres de Santé construits ou réhabilités, 1 barrage filtrant	295 180 650
<b>UNHCR</b>	<b>29 490 578</b>
<b>Améliore l'environnement de protection</b>	29 490 578
Remobilisation des organes communautaires de protection (comités de protection et relais) à travers des réunions et assemblées de redynamisation dans toute la zone. Formations organisées à l'endroit des parties prenantes au projet : moniteur, comités de protection, leaders communautaires et autorités locales (formations portant sur les principes de base des droits humains, la protection des droits humains (femmes, enfants et populations en mouvement PDI, retournés, réfugiés et rapatriés) et les outils de monitoring protection	29 490 578
<b>Domaine prioritaire du CREDD : Défense et Sécurité</b>	<b>1 025 887 886</b>
<b>France</b>	<b>1 025 887 886</b>
<b>Gouvernance / Sécurité intérieure</b>	1 025 887 886
Expertise technique, formations pour les forces de sécurité intérieures,	1 025 887 886
<b>Domaine prioritaire du CREDD : Economie et Finances Publiques</b>	<b>6 268 358 981</b>
<b>Canada</b>	<b>1 253 707 152</b>
<b>34448 - PAMORI II</b>	1 253 707 152
1) amélioration, sécurisation et utilisation du système d'information des impôts pour des structures de recettes performantes; 2) gestion et recouvrement des impôts et taxes optimisés pour l'augmentation du nombre de nouveaux contribuables ; 3) mise en place au sein de la DNDC d'un système d'information visant la numérisation des titres fonciers et qui permettra de sécuriser ces documents ; 4) amélioration de la sécurisation et de la stabilisation de l'environnement du système à la DGI et de l'accès de ses utilisateurs	1 253 707 152
<b>34767 – FARM</b>	
Le projet a réussi à compléter la réalisation de quatre (4) diagnostics des institutions financières, la définition du programme de garantie de prêt, la caractérisation des filières agricoles et l'analyse des fonds de garantie au Mali.	
<b>D0000116 - Appui au financement inclusif rural au Mali (AFIRMA)</b>	
Grâce à notre financement cette année, le nombre de partenaires est passé de 4 à 15 institutions financières (appelées SFD en Afrique de l'Ouest), 5 SFD ont pu lever la contrainte du renouvellement de leur agrément, la clientèle s'est accrue de 5 % et 3 SFD ont été reconfigurées ou regroupées.	
<b>Danemark</b>	<b>2 857 536 500</b>

<b>Appui à la mise en œuvre de la feuille de route pour la transition</b>	2 857 536 500
Appui au budget d'Etat	2 857 536 500
<b>France</b>	<b>652 677 215</b>
<b>Domaine prioritaire du CREDD : Gouvernance / finances publiques</b>	652 677 215
Expertise technique, information du centre des impôts de Kita, missions d'expertise ponctuelles	652 677 215
<b>PNUD</b>	<b>1 504 438 115</b>
<b>Gouvernance économique, Résilience et Réduction de la Pauvreté</b>	1 504 438 115
Le Mali a pu effectuer la mise à jour du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR) grâce à l'appui conseil et l'expertise mise à la disposition du Ministère de l'Economie et des Finances par le PNUD. Ce soutien aux capacités nationales a permis d'intégrer dans le CSCR les nouveaux défis liés à la crise. Le processus de relecture et de validation du CSCR s'est poursuivie avec la tenue de plusieurs rencontres et ateliers qui ont abouti à la production du CREDD (Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable) qui a été examiné lors de l'atelier les 17 et 18 décembre 2015 et adopté par le Gouvernement. Trois résultats majeurs ont été obtenus à travers le projet Cadre Intégré: (i) Filière mangue: 38 799,21 tonnes exportées en 2015 contre 37.572 Tonnes en 2014 (mangues fraîches, purée , mangues séchées) et plus de 24 milliards de FCFA générés par les acteurs de la filière mangue. (ii) En outre, l'Unité de Transformation des Fruits de Yanfolila (UTRAFRUY) a obtenu la certification ISO 22 000 pour la confiture de mangue qui lui permet de d'exporter sa production dans le monde. (iii) Enfin, l'Etude Diagnostique pour l'Intégration du commerce (EDIC) a été actualisée et le document disponible.	1 504 438 115
<b>Développement des autres secteurs de croissance</b>	<b>7 195 246 993</b>
<b>Danemark</b>	<b>7 077 898 100</b>
<b>PACEPEP</b>	5 539 224 600
147 PME appuyées+994 emplois créés	5 539 224 600
<b>PAPESPRIM</b>	1 538 673 500
PME appuyées	1 538 673 500
<b>SUISSE</b>	<b>66 250 000</b>
<b>FNAM Fédération nationale des artisans, Phase 7/phasing out</b>	66 250 000
86 entreprises du secteur jugées compétitives.	66 250 000
<b>UNESCO</b>	<b>51 098 893</b>
<b>Inventaire du patrimoine immatériel</b>	51 098 893
un rapport d'avancement narratif détaillé (5 pages) en français ou en anglais sur les activités entreprises jusqu'au 1 juin 2015 démontrant la mise en œuvre efficace du plan de travail approuvé, un rapport d'évaluation externe réalisé sur la phase I,	51 098 893
<b>Domaine prioritaire du CREDD : Développement rural et sécurité alimentaire</b>	<b>62 710 373 875</b>
<b>BAD</b>	<b>0</b>
<b>PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE</b>	0
i) L'étude architecturale ; ii) Le contrôle et la surveillance des travaux de construction du siège de l'ULGP de Djenné (lot 1) et le centre communautaire de Sarantomo (lot 2).	0
<b>Canada</b>	<b>10 042 670 400</b>
<b>34547 - Feere Dyara</b>	

Parmi les résultats obtenus, on peut citer: 1) Les diagnostics organisationnels approfondis ont été complétés auprès des 16 coopératives et associations apparentées (C/AA); 2) les conventions de collaboration signées, mises en œuvre et renouvelées pour les 16 C/AA; 3) L'acquisition des services de collecte de données et de commercialisation de produits céréaliers et maraîchers sont disponibles et opérationnels pour 10 C/AA; 4) 15 C/AA ont bénéficié des activités de renforcement des capacités à savoir les formations, les appui-conseils et les suivis; 5) L'actualisation des registres des membres et l'intégration des groupements féminins aux C/AA ont entraîné une hausse de l'effectif des membres des C/AA (28 269 personnes dont 43,8% sont des femmes) et 6) Les activités économiques spécifiques destinées aux femmes (telles que la commercialisation du niébé et du sésame) ont été identifiées et sont menées par 10 des C/AA.	10 042 670 400
<b>35436 – REAGIR</b>	10 042 670 400
Parmi les résultats obtenus jusqu'à la fin du projet (décembre 2015): 1) 58 189 cas de paludisme ont été pris en charge par les agents de santé communautaire en 2015 (versus 55 554 en 2014); 2) 35 332 cas de pneumonie ont été pris en charge par les agents de santé communautaire en 2015 (versus 26 035 en 2014); 3) 826 963 enfants de 6 à 59 mois ont été dépistés au niveau des villages par les relais et agents communautaires en 2015, comme souffrants sévèrement de malnutrition, comparée à 55 000 en 2014.	10 042 670 400
<b>FAO</b>	<b>3 941 933 476</b>
<b>GCP /MLI/033/LDF</b>	285 166 466
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Promotion des pratiques de gestion améliorées de terres et de cultures au niveau de 4 sites pilotes d'agroforesterie</li> <li>• Elaboration et publication sur le site web, de 4 fiches signalétiques de pratiques d'adaptation au changement climatique</li> <li>• Edition et distribution de 500 calendriers aux partenaires et acteurs impliqués dans les activités du projet</li> <li>• Formation de 331 facilitateurs (26 femmes, 305 hommes) sur les bonnes pratiques agricoles dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti.</li> <li>• Formation de 16 chefs secteurs d'agriculture sur les pratiques agricoles résilientes et la conduite des CEP dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti</li> <li>• Formation de 10023 producteurs (38% de femmes) sur les pratiques agricoles résilientes dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Ségou</li> <li>• Partenariats établis avec 8 communes et 9 groupements de producteurs pour soutenir les initiatives et actions d'adaptation au changement climatique</li> </ul>	285 166 466
<b>GCP /MLI/036/CPR</b>	68 832 192
Formation de 12 cadres du Minsitère de l'Agriculture	68 832 192
<b>GCP /MLI/037/BEL</b>	79 082 510
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivi du Programme et rencontre avec les partenaires à Nioro</li> <li>• Désignation par le CSA d'un point focal du Programme à Nara</li> <li>• Formation des partenaires sur la revue des Plans d'action genre et le renseignement des matrices de suivi et évaluation ;</li> <li>• Développement de partenariat extra Programme avec d'autres partenaires au niveau des deux cercles ( PRODEZEM, IRC; STOP SAHEL, CESPEEDA; AFAD)</li> <li>• Atelier avec la mission de Bruxelles sur la synergie et le genre</li> <li>• Développement de partenariat extra Programme avec d'autres partenaires au niveau des .deux cercles</li> <li>• .Atelier sur la synergie entre partenaires et élaboration de documents liés à la synergie</li> </ul>	79 082 510
<b>GCP /RAF/464/SPA</b>	324 319 320
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Extension du système d'irrigation californien dans un périmètre maraîcher</li> <li>• Dégrossissement, planage et dessouchage du bas-fond de Massako</li> <li>• Réalisation d'une piste en gabionnage pour la traversée des femmes exploitantes de N'Tamady</li> <li>• Installation et conduite de quatre (4) CEP relativement à la riziculture pluviale</li> <li>• Fourniture d'intrants agricoles</li> <li>• Evaluation des fonds revolving</li> <li>• 178 femmes ont bénéficié de financement pour mener des activités génératrices de revenus</li> </ul>	324 319 320
<b>GCP/MLI/040/MUL</b>	266 536 374

29 facilitateurs ont été formés dont 5 femmes sur l'approche « Écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie pour les jeunes <ul style="list-style-type: none"> <li>Participation d'un cadre de la FAO Mali à un atelier d'échanges sur le travail des enfants dans l'agriculture en vue de favoriser l'emploi des jeunes en milieu rurale au Mali, Niger et Sénégal, à Dakar.</li> </ul> Un cadre du Ministère de Développement Rural a participé à Turin à la 1ère édition de l'Académie sur le développement rural sur la thématique « pour un travail décent dans l'économie rurale », organisée par le Centre international de formation de l'OIT en collaboration avec la FAO.		266 536 374
<b>GCP/MLI/041/GER</b>		184 508 116
Etude diagnostic et d'identification des 64 villages et de ciblage de 3000 ménages a été réalisée en partenariat avec l'ONG GAAS M diiferentes parties prenantes ( autorités adminstratives du Cercle, services techniques, les maires des huit communes	Atelier de restitution des résultats aux	184 508 116
<b>OSRO/MLI/405/SWE</b>		337 595 518
<ul style="list-style-type: none"> <li>Identification des enquêteurs chargés de la collecte de données;</li> <li>Identification des sites/foires à enquêter ;</li> <li>Conception des outils pour l'étude du marché à bétail ;</li> <li>Réalisation de l'enquête de l'étude du marché à bétail ;</li> </ul> 40 agro éleveurs sur les techniques de production de bourgou, et fabrication de blocs multi nutritionnels <ul style="list-style-type: none"> <li>1500 agro éleveurs bénéficiaires de noyaux de caprins</li> <li>3033 agro éleveurs bénéficiaires de cash transfert</li> </ul>		337 595 518
<b>OSRO/MLI/502/EC</b>		4 998 084
Enquêtes de base	Signatures de protocoles avec les ONG et services techniques	4 998 084
<b>OSRO/RAF/502/FIN</b>		83 172 232
<ul style="list-style-type: none"> <li>Ciblage des bénéficiaires</li> <li>Réalisation de l'étude de référence</li> <li>3 protocoles établis avec les ONG locales et les services techniques</li> </ul>		83 172 232
<b>TCP/MLI/3501</b>		68 087 682
<ul style="list-style-type: none"> <li>Recrutement de six (6) Consultants Nationaux : Statisticien, Informaticien, spécialiste en Genre, spécialiste en communication, zootechnicien et agronome</li> <li>Conception et validation des outils de la phase pilote du Recensement Général de l'Agriculture couplé à celui de l'Elevage (RGAE) et de la préparation de la Table Ronde (révision du plan de travail, finalisation et validation du chronogramme de mise en œuvre des deux modules : complémentaire et communautaire ; élaboration et finalisation du plan de tabulation, des questionnaires).</li> <li>Mission d'appui technique du Consultant International en Informatique dans le cadre d'une revue de la méthodologie proposée (modules, thèmes, planning, plan de sondage), des dispositions prises dans le cadre du traitement informatique et de proposer une méthodologie générale du traitement du RGAE</li> </ul>		68 087 682
<b>TCP/MLI/3502</b>		44 252 000
30 stagiaires formés, 03 ateliers tenus sur les risques sanitaires des aliments de la rue		44 252 000
<b>UNJP/MLI/043/HCR</b>		100 417 954



<ul style="list-style-type: none"> <li>• 50 jeunes réfugiés mauritaniens dont 15 femmes installés sur les filières embouche bovine et ovine et la production de lait bovin et caprin</li> <li>• Création de 10 unités de production (5 unités d'embouche bovine, 1 unité d'embouche ovine, 3 unités de production de lait avec le noyau bovin, 1 unité de production de lait avec le noyau caprin. Région de Kayes (cercle de Kayes)</li> </ul>	100 417 954
<b>UTF /MLI/042/MLI</b>	2 094 965 028
Ménages vulnérables dotés en semences vivrières, maraîchères et en noyaux de caprins	2 094 965 028
<b>France</b>	<b>852 744 100</b>
<b>Urgence alimentaire</b>	852 744 100
Deux conventions de financement au profit du PAM et du CICR sont mises en œuvre	852 744 100
<b>Luxembourg</b>	<b>0</b>
<b>Programme de Développement rural</b>	0
Formulation	0
<b>PAM</b>	<b>47 687 525 899</b>
<b>CP 105830: Programme de Pays</b>	5 434 470 462
En 2015 le programme de pays a contribué à la réalisation de l'objectif stratégique 2 du PAM. Les activités d'aide alimentaire pour les actifs (FFA) ont été couronnées de succès. Le score des avoirs communautaires (CAS), l'un des indicateurs utilisés pour mesurer les résultats du programme de résilience, a augmenté de 12% depuis la création des projets en 2013 et a montré que 82% des participants peuvent mieux répondre aux chocs. Les collectivités ont joué un rôle important dans la création et la réhabilitation des actifs. La consommation alimentaire s'est améliorée dans l'ensemble pour les ménages qui ont bénéficié de la création d'actifs. Dans le cadre du projet SNACK à Kayes, le PAM a acheté des motocyclettes d'ambulance pour les CSCOM à la fin de 2015 afin de faciliter l'accès des communautés lointaines aux services de santé. L'évaluation a également montré que le projet SNACK a réussi à assister 80% des enfants par rapport à la prévision. Une augmentation importante du nombre d'enfants fréquentant les services de santé et de soins a été observée en 2015.	5 434 470 462
<b>PRRO 200719: Sauver des vies, réduire la malnutrition et la reconstruire des moyens de subsistance "Saving lives, reducing malnutrition and rebuilding livelihoods"</b>	42 253 055 437
<p>Le PAM a assisté 1.222 CSCOM pour appuyer et renforcer la prise en charge du traitement de la malnutrition aigüe modérée (100% des CSCOMs ciblés). 210.333 enfants souffrant de malnutrition aigüe modérée entre 6-23 mois ont été assistés; 64.410 d'enfants entre 24-59 mois et 74.125 des femmes enceintes ou allaitantes souffrant de malnutrition aigüe modérée, soit 348.868 bénéficiaires atteints. En raison des besoins très élevés dans les régions du nord en 2015, le PAM a largement dépassé le nombre de bénéficiaires planifiés (par rapport aux nombres planifiés, 175% des femmes enceintes/allaitantes et 120% des enfants malnutris étaient assistés). • 974 écoles primaires dans les régions de Tombouctou, Gao, Mopti, Kayes et Koulikoro ont été assistées par le PAM dans le cadre du programme de cantines scolaires. Le PAM avait ciblé toutes les écoles ouvertes dans les régions du nord et quelques écoles situés dans des zones précaires dans les régions de Kayes et Koulikoro.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 169.989 enfants dans les écoles assistées par le PAM ont bénéficié des cantines scolaires. • 48.676 de personnes vulnérables en insécurité alimentaire ont bénéficié d'un transfert monétaire dans le cadre des activités d'urgence (distributions alimentaires gratuites).</li> <li>• 38.838 de personnes ont bénéficié d'un transfert monétaire dans le cadre des activités d'assistance alimentaire contre actifs pour renforcer la résilience des communautés vulnérables.</li> <li>• Les données du PAM montrent un taux de fréquentation de 93% dans les écoles assistées par le PAM et une augmentation des élèves enregistrés.</li> <li>• 64.238 enfants ont reçu un 'blanket supplementary feeding' dans le cadre des distributions alimentaires gratuites pour prévenir la malnutrition.</li> <li>• 176.788 femmes ont été assistées lors des distributions alimentaires gratuites, soit 51% des bénéficiaires ciblés (total : 346.644 bénéficiaires).</li> <li>• 23.153 des PDIS féminins ont été assistés et 13.252 des réfugiés féminins de retour. • La capacité de 16.798 petits producteurs a été renforcée.</li> <li>• 17 OP ont été formées sur des techniques de production et de gestion etc.</li> </ul>	42 253 055 437

<b>SUISSE</b>	<b>185 500 000</b>
<b>Accompagnement des initiatives des organisations paysannes pour la Sécurité alimentaire, la gestion des ressources naturelles et la promotion des exploitations familiales (OPF) Phase 3</b>	185 500 000
Réalisation de 2 périmètres maraîchers, formation de 225 producteurs et 5'500 exploitations agricoles familiales bénéficient d'intrants agricoles	185 500 000
<b>Domaine prioritaire du CREDD : Développement des infrastructures</b>	<b>16 568 252 304</b>
<b>Banque Mondiale</b>	<b>16 568 252 304</b>
<b>Projet d'appui au secteur de l'énergie - PASE (P108440)</b>	14 438 230 655
1. Acquisition de 250.000 lampes à basse consommation. 2. Mise à disposition gratuite de 221 000 lampes au public à travers EDM-SA et la DNE et installation de 4 000 LBC dans les administrations de la ville de Sikasso	14 438 230 655
<b>Système hybride d'électrification rurale - SHER</b>	2 130 021 649
Démarrage des travaux d'installation de kits PV et branchements réseaux subventionnés.	2 130 021 649
<b>Domaine prioritaire du CREDD : Protection de l'Environnement</b>	<b>4 580 678 556</b>
<b>FAO</b>	<b>262 404 194</b>
<b>EP /INT/503/GEF</b>	131 978 600
La protection des têtes de sources du bassin versant de kénéma par : La plantation de 10 ha d'Eucalyptus La fixation de 5 ha par la plantation de vétiver Plantation de 12000 pieds d'Eucalyptus camaldulensis, Kaya senegalensis, caïlcédrat, 40 personnes dont 27 femmes formées en agroforesterie	131 978 600
<b>GCP /MLI/038/LDF</b>	130 425 594
• Tenue de 4 ateliers dont 1 au niveau national et 3 au niveau des cercles pour lancer le projet et présenter le concept des CEAP à l'intention des acteurs (AEDD, MDR, administration locale, agropasteurs, organisations coutumières) • Participation de 8 cadres (DNPIA, de la DNA, équipe du projet ) à une visite d'échange sur l'approche des CEAP en Afrique orientale	130 425 594
<b>PNUD</b>	<b>4 318 274 362</b>
<b>Environnement, changements climatiques et développement durable</b>	4 318 274 362
Dans le cadre du projet extension et renforcement du système des aires protégées au Mali (ERSAP), la finalisation de 11 Plans communaux d'action environnementale a permis la prise en compte de la dimension biodiversité dans les plans de développement économique sociaux et culturels .La réalisation de 14,5ha de périmètres de reboisement/agroforesterie (plantation d'Acacia Sénégal, de manguiers/jujubiers greffés, d'Eucalyptus, de caïlcédrat, d'orangers et de cultures associées (niébé, arachide, sésame, maïs..) aménagés à travers le projet "changements climatiques secteur agricole" ont permis d'améliorer les revenus des populations des zones couvertes. Par ailleurs, 2 micro barrages en cours de réalisation dans les communes de Massantola et M'Pessoba) avec un potentiel irrigable de 4 22 ha devraient profiter à plus de 30 000 habitants des deux localités et contribuer entre autres à rehausser le niveau de la nappe phréatique des puits et leur permettre d'entreprendre des activités génératrices de revenus (Rapport annuel 2015 du projet; Rapport annuel 2015 de la DNA). Dans le cadre du projet Promotion des Energies Renouvelable pour l'Avancement des femmes (PENRAF), le PNUD à équipé le village solaires phare de Kologotomo avec 40 lampadaires solaires et 20 kits d'éclairages dans la région de Ségou ainsi que les villages satellites. Dans le cadre du projet promotion de la production et de l'utilisation de l'huile de jatropha comme biocarburant durable au Mali, 3000 d'hectares ont été plantés autour de 130 plateformes multifonctionnelles pour une production de trois millions de plants par 14 pépiniéristes locaux. Les interventions du PNUD dans le cadre des projets Faguibine à Tombouctou ont permis notamment : 140.000 habitants ont désormais accès à l'eau potable grâce à la réhabilitation de 11 points d'eau potable ; la production céréalière et maraîchère a augmenté de 35 %. Dans le domaine de l'aviculture et élevage de bovins la production a augmenté de 20%. 2500 femmes ont bénéficié d'activités génératrices de revenus ; 1500 emplois temporaires ont été créés pour les	4 318 274 362

jeunes dans les domaines du reboisement et creusement des chenaux ainsi ces femmes et jeunes subviennent à leurs besoins de base (nourriture, santé). Le personnel de l'OMVF a été formé sur la conduite et la maintenance des engins de terrassement pour favoriser la durabilité. 6780 producteurs à travers 100 organisations paysannes ont bénéficié d'un paquet de renforcement de capacités: formation, intrants et équipements. En matière de renforcement des capacités de résilience, 100 jeunes dont 34 filles ont été déployés sur des sites de travaux à haute intensité de main d'œuvre (HIMO). Pour renforcer l'employabilité 50 jeunes dont 19 filles ont suivi une formation en coupe et couture (30), mécanique auto(10) et électricité bâtiment.	
<b>Développement des compétences</b>	<b>44 850 167 047</b>
<b>Banque Mondiale</b>	<b>6 500 000 000</b>
<b>Projet d'éducation d'urgence pour tous - PUET (P123503)</b>	6 500 000 000
- constructions, rehabilitations et équipement d'écoles; - Appui au système de suivi évaluation du Ministère dans les zones ciblées.; - mise en place de 1000 CGS, formation des maitres.	6 500 000 000
<b>Belgique</b>	<b>218 042 075</b>
<b>Bourses et stages</b>	218 042 075
75% du budget prévu réalisé; Formation de 24 femmes; 61% des 90 bourses en cours représentent les secteurs prioritaires	218 042 075
<b>Canada</b>	<b>27 880 344 691</b>
<b>34260 - Renforcement des capacités en manuels scolaires</b>	1 687 949 136
Les résultats du volet 1, sont les suivants : le plan de mise en œuvre du projet proposé par le consortium Agriteam/CODE a été approuvé en décembre 2014; les grandes lignes d'une stratégie de formation, particulièrement pour l'Organisation malienne des éditeurs de livres (OMEL), les éditeurs et les auteurs ont été définies; l'OMEL a tenu son assemblée générale, a développé et adopté de nouveaux Statuts et Règlements, de même qu'une Charte des éditeurs professionnels de livres. Pour les principaux obstacles qui ont nui au rendement de ce volet, notons les suivants : i) le contexte sanitaire précaire lié au virus Ebola; ii) la gestion du projet. Pour le volet 2, la relance des activités a exigé une redéfinition du mode d'accompagnement par le Collège communautaire du Nouveau-Brunswick et du calendrier d'implantation du programme. Celle-ci a notamment donné lieu à une nouvelle planification pluriannuelle (novembre 2014). Parmi les principaux résultats, notons les suivants : 132 805 manuels ont été réparés (comparativement à 115 564 en 2013-2014), ce qui représente une économie de 466 millions de Fcfa par rapport à l'achat de manuels neufs.	1 687 949 136
<b>34546 - Approvisionnement en manuels scolaires II</b>	17 702 630 326
Les activités sont terminées en juin 2015 et le reliquat restant servirait à faire le suivi/évaluation d'ici à mars 2017.	17 702 630 326
<b>34723 - Formation continue / évaluation des apprentissages</b>	1 541 638 000
Les résultats cumulatifs atteints jusqu'au 31 mars 2015, sont les suivants: 1) l'équipe de projet et les unités de projet ont été mises en place à Bamako ; 2) les diagnostics ont été approfondis au niveau des principaux volets de renforcement des fonctions de formation continue des maîtres (FCM) et de mesure et évaluation des apprentissages (MEA) ; 3) des gestionnaires (215) et des agents de suivi de la Direction nationale de l'enseignement normal (DNEN) et de la Direction nationale de la pédagogie (DNP) (663) ont été formés et coachés notamment en matière de MEA, le tout dans une dynamique participative et concertée et 4) les parties prenantes des niveaux central et déconcentré ont augmenté leurs connaissances des objectifs et de la programmation du projet FORMÉ ainsi que des rôles et responsabilités des agents et gestionnaires au regard des fonctions FCM et MEA.	1 541 638 000
<b>35435 - ABS Éducation</b>	2 202 340 000
La contribution canadienne dans le cadre de l'appui budgétaire sectoriel, a permis de briser les murs qui existaient entre des départements travaillant en vase clos, conduisant ainsi les techniciens à se parler et mieux collaborer sur la qualité des enseignements et l'adéquation formation emploi. Il y a eu des améliorations significatives de l'ensemble des indicateurs par un accès accru et équitable des filles et des garçons à des services d'éducation de base de qualité..	2 202 340 000
<b>35565 - Projet d'amélioration de l'accès à des services d'éducation de qualité (PASEQ)</b>	4 745 787 229

Les résultats ont progressé favorablement pour tous les 12 indicateurs des 8 résultats immédiats. Les enfants sont plus fréquents dans les salles de classe du primaire soit 99.5% en 2015 contre 92.6% en 2014. L'accroissement de la fréquentation des classes se reflète sur le taux d'abandon qui s'en trouve réduit passant globalement de 8.6% à 6.4%, avec des progrès au niveau de toutes les régions excepté pour les garçons à Sikasso. L'inégalité entre filles et garçons est réduite de 1,9 à 0,5 points de pourcentage (pour les filles, le taux est passé de 9.5% à l'étude de base à 6.2% en 2015, avoisinant le taux de 6.7% des garçons). Les enfants ont adopté de meilleurs comportements d'hygiène et ont été beaucoup plus déparasités que par le passé. Par exemple, plus de 93,2% des enfants des CDPEs ont été déparasités en 2015. En 2014, ils étaient 33%. Dans les écoles primaires, il s'est agi de 89,7% des enfants en 2015; pour 62% des enfants en 2014. L'analyse des résultats du lavage des mains au savon avant de manger dans les CDPEs indique une progression globale de 21.6% (étude de base 68,5% ; enquête actuelle 90%), avec la même tendance progressive observée aussi bien pour les filles que pour les garçons.	4 745 787 229
<b>France</b>	<b>4 560 671 578</b>
<b>CML 123601 Pise 3</b>	2 627 049 405
lacement des travaux de construction des Lycées de Baroueli, Tominian, Djenné, LBF et Gourma Rharous. Recrutement de l'opérateur pour la Formation des enseignants des disciplines scientifiques	2 627 049 405
<b>CML 1255 PISE 2</b>	141 686 712
realisation de l'évaluation du PRODEC (Programme Décennal de Développement de l'Education)	141 686 712
<b>CML 133601 Fisong Ipomer</b>	89 866 109
montage de 207 projets d'insertion professionnelle de la 2ème cohorte portant sur les sept (7) métiers verts retenus par le projet	89 866 109
<b>CML 1355 01 PAQAMA</b>	0
lancement du recrutement du consortium d'ONG pour la mise en œuvre de la composante 1	0
<b>CML 300201 Pise 2</b>	334 297 334
formations des formateurs des IFP, sur l'utilisation des équipements dans les ateliers & équipements additionnels pour l'IFP industriel de Kayes et des manuels techniques	334 297 334
<b>CML129701 Acefor</b>	327 978 500
400 jeunes ont bénéficié de formation lors de la première phase (2014-2015); recrutement de l'AMO ACEFOR (GRET)	327 978 500
<b>CML129702 Acefor</b>	0
Recrutement des opérateurs pour les études, le contrôle, la surveillance des travaux de construction des CFP de Sikasso et Ségou	0
<b>Coop scientifique et universitaire</b>	1 039 793 518
Programme de bourses d'excellence maintenu et début d'un programme de bourses doctorales soit une centaine de boursiers.	1 039 793 518
<b>Luxembourg</b>	<b>18 366 796</b>
<b>Programme de formation et d'insertion professionnelles</b>	18 366 796
Formulation	18 366 796
<b>SUISSE</b>	<b>2 118 579 600</b>
<b>Programme d'Appui à la formation professionnelle PAFP , Phase 7</b>	2 118 579 600
8743 personnes actives.	2 118 579 600
<b>UNESCO</b>	<b>339 692 900</b>
<b>Education en Situation d'urgence pour la Resilience au Sahel: Appui au Mali</b>	35 940 000
des modules élaborés dans le domaine de la culture de la paix, droit de l'homme et citoyenneté, prévention et gestion des conflits, formation des jeunes dans le domaine des métiers tel que coupe	35 940 000

couture, restauration, teinture, vulcanisation, mecanique auto et menuiserie	
<b>Renforcement des capacités des enseignants au Mali CapEFA Enseignants:</b>	209 650 000
Elaboration de 5 modules thématiques sur la lecture, écriture et mathématiques, crise et poste crise, évaluation des performances, Elaboration des modules lecture écriture et mathématique pour le non formel, Renforcement des capacités des encadreurs pédagogiques, des directeurs d'écoles, des conseillers pédagogiques, formations des encadreurs du non formel, appui à la création ds bases de données pour le non formel	209 650 000
<b>Sciences humaines et sociales/Appui à la réinsertion sociale des enfants victimes de la crise malienne</b>	59 900 000
Alphabétisation, appui psychosocial, apprentissage technique et transmission de valeurs de cohésion social et paix à travers les activités culturelles et sportives	59 900 000
<b>Sciences humaines et sociales/Fighting extreme poverty in Mali by focusing on policies affecting young women and men</b>	34 202 900
Réalisation d'une étude de cadrage pour le développement d'une politique nationale sur la citoyenneté, Réalisation d'une étude de cadrage pour le développement d'une politique nationale de la jeunesse, Différents ateliers de validation du document en concertation Etat/Société civile	34 202 900
<b>UNICEF</b>	<b>3 214 469 408</b>
<b>ACCES EQUITABLE A L'EDUCATION</b>	3 214 469 408
L'UNICEF a joué un rôle clé en appuyant le Ministère de l'éducation à préparer le prochain Plan sectoriel pour l'éducation (PRODEC II) et la demande de fonds au Partenariat Mondial pour l'Education (GPE), pour lesquels l'UNICEF a été identifié comme l'entité gestionnaire. Une note d'orientation stratégique sur la situation des enfants non scolarisés et déscolarisés (OOSC) a été élaborée et des dialogues pour l'élaboration de normes nationales de développement de l'apprentissage des jeunes enfants sont lancées. Une étude sur la situation globale des enfants hors de l'école au Mali fournit des stratégies contextualisées pour remédier aux goulots d'étranglement régionaux empêchant l'accès à l'éducation. Cette étude servira de complément à la stratégie nationale de l'OOSC du MoE pour répondre aux besoins d'environ 1 500 000 OOSC (7-15 ans). L'UNICEF a continué à travailler à l'établissement des mécanismes de référence et de prévention des violences basées sur le genre (VBG) dans 104 écoles afin de mieux détecter et de réagir aux VBG. Au total 131 villages de Sikasso, Ségou et Mopti ont mis en place des plans stratégiques pour promouvoir l'intégration des enfants hors de l'école dans les systèmes éducatifs et adopté des normes 'Child and Girl Friendly School Standards'. Les capacités de 550 Comités de Gestion Scolaire (CGS) ont été renforcées dans les régions de Mopti, Sikasso et Kayes, afin d'améliorer la mobilisation et la gestion budgétaire des ressources scolaires et l'accès à des environnements d'apprentissage de qualité aux enfants. Pour le développement de la petite enfance, 30 centres de stimulation sont fonctionnels et 53 764 parents ont été sensibilisés pour une meilleure prise conscience en vue de l'amélioration des soins et du développement de la petite enfance. Au total, 986 enfants de 3 à 4 ans ont accès au préscolaire à travers les nouveaux centres préscolaires créés par l'UNICEF et ses partenaires. Dans les zones touchées par la crise dans le Nord (Gao, Kidal, Tombouctou) et le Centre (Mopti, Ségou), 35.638 garçons et filles ont eu accès à un enseignement de qualité grâce à l'appui de l'UNICEF, dont 3 300 élèves à Kidal, où les écoles n'ont pas été officiellement ouvertes depuis 2012. Un total de 11 453 kits élèves et 235 kits d'enseignants ont été distribués pour renforcer l'accès à l'éducation et offrir des conditions d'apprentissage de base. Dans le cadre du programme d'apprentissage accéléré de Gao et de Tombouctou, 3 639 enfants non scolarisés (1 681 filles et 1 958 garçons) ont bénéficié d'éducation à la consolidation de la paix. En réponse à la maladie à Virus Ebola, 212 conseillers pédagogiques et 6 116 directeurs d'écoles et enseignants des zones à risque (Bamako, Kayes, Koulikoro et Sikasso) ont été formés à la prévention contre l'Ebola et plus de 10 000 écoles ont reçu du matériel pédagogique tel que des guides de cours, des affiches et des brochures illustrées.	3 214 469 408
<b>Développement des services sociaux de base</b>	<b>80 466 183 984</b>
<b>Banque Mondiale</b>	<b>1 519 995 805</b>
<b>Programme Assistance technique CADD Santé</b>	
formation de six districts sanitaires en planification sanitaire décentralisée, supervision des agents formés dans les districts, réalisation de deux études sur le suivi des dépenses publiques et sur la satisfaction des bénéficiaires,	
<b>Projet de renforcement de la santé de la reproduction - PRSR (P124054)</b>	1 519 995 805
recrutement d'une FBR, amélioration de la fourniture des contraceptifs, renforcement des capacités en SONU, PF, sécurisation et offre de la chaîne de gestion des produits et SAA u niveau central, recrutement de 04 ONG pour le renforcement des services de proximité et des interventions de communication pour le changement de comportement, réalisation d'une étude sur le fonds	1 519 995 805

local et Bons pour les femmes enceintes, diffusion de l'EDSMV	
<b>Canada</b>	<b>24 831 371 607</b>
<b>34544 - Appui au système décentralisé de santé</b>	880 936 000
Parmi les résultats obtenus jusqu'au 31 mars 2016, notons les moyennes pour les 3 régions : 1) le taux de décès maternels dû aux complications obstétricales, en milieu institutionnel, a diminué de 0.9 % en 2013 à 0.08 % en 2015; 2) le taux de mortalité néonatale reste le même en 2015 qu'en 2014, à 37 décès sur 1000; 3) le taux de décès néonataux en milieu institutionnel a baissé de 0.5 % en 2013 à 0.3 % en 2015; 3) le nombre de villages ayant un mécanisme de transport entre le village et le Centre de santé a augmenté de 370 en 2014 à 1069 en 2015; 4) la proportion des centres de santé offrant des soins obstétricaux et néonataux d'urgence a atteint 20 % en 2015 (versus 14 % en 2014); 5) le pourcentage de CSCOM disposant d'un service fonctionnel de dépistage et de prise en charge de la malnutrition est maintenu à 92 %; 6) le nombre de CSCOM disposant d'un incinérateur ou d'un brûleur a augmenté de 10 en 2014 à 64 en 2015; 7) le nombre de conventions d'assistance mutuelle signées a augmenté de 358 en 2014 à 391 en 2015; 8) le nombre de comités paritaire mis en place pour le suivi des conventions d'assistance mutuelle a augmenté de 85 % en 2014 à 98% en 2015; et 9) le taux de consultations postnatales a augmenté de 32 % en 2013 à 35 % en 2015.	880 936 000
<b>34545 - Formation des agents de santé</b>	1 229 408 294
Implantation du DES santé Communautaire/santé familiale à la FMOS, Formation en Approche par Compétence à l'INFSS et mise en place de 05 CSCOM universitaires	1 229 408 294
<b>34908 - ABS Santé des mères, des enfants et des nouveau-nés (SMNI)</b>	8 809 360 000
La contribution canadienne dans le cadre de l'Initiative d'appui budgétaire en santé maternelle, néonatale et infantile a contribué aux efforts du gouvernement malien dans l'amélioration des indicateurs. Pendant la période même si toutes les cibles de mortalité n'ont pas été atteintes par rapport aux objectifs du développement du millénaire, il y a eu une amélioration significative de l'ensemble des indicateurs de mortalité. La mortalité infantile a dépassé les cibles des ODM.	8 809 360 000
<b>35102 - SNACK (PAM)</b>	2 202 340 000
Parmi les résultats obtenus jusqu'en mars 2016 : 1) Le taux de malnutrition aiguë modérée (MAM) des enfants de 6 à 59 mois a diminué de 11,2% à Bamako en 2014 à 9% en 2015, de 11,4% à Koulikoro en 2014 à 9,2% en 2015 et de 12% à Ségou en 2014 à 10% en 2015; 2) 1019 membres de groupements de femmes ont été formés en 2015 sur 1194 attendus, soit une réalisation de 85%. Ces formations ont permis d'augmenter le nombre d'enfants dépistés et de référer les cas de malnutrition vers les centres de santé pour une meilleure prise en charge; 3) 3049 campagnes de communications et causeries éducatives ont été menées sur 3164 planifiées, soit 96% de réalisation. Les communications ont permis d'observer des changements de comportement des femmes par rapport à leur propre alimentation et celle de leurs enfants; à l'hygiène, à la fréquentation des centres de santé; 4) 167 120 enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée ont été soignés en 2015, comparé à 149 294 en 2014; 5) 621 séances de démonstrations nutritionnelles ont été réalisées sur 815 prévues, soit une réalisation de 76%; et 6) le taux de fréquentation des services 'suivi des enfants sains' est passé de 25% en 2013 à 70% en 2015, dépassant largement la cible de 15%, ceci grâce à l'offre d'un paquet complet de services et la mise en place d'un continuum de soins depuis la grossesse jusqu'à la naissance et au suivi de l'enfant jusqu'à deux ans.	2 202 340 000
<b>35209 - Référence-évacuation Kayes (MEDIK)</b>	697 627 313
En plus du démarrage du projet, la mise sur pied du bureau de l'assistance technique, une étude de l'état des lieux a été réalisée afin de voir (1) l'existence et la fonctionnalité des organisations de la société civile (OSC), (2) l'existence de mécanismes au niveau village pour la réduction des deux premiers retards, (3) la livraison des soins obstétricaux et néonataux d'urgence et du paquet minimum d'activité, (4) la disponibilité du personnel qualifié et (5) le fonctionnement du système local d'information socio sanitaire existant.	697 627 313
<b>35434 - ABS Santé</b>	7 928 424 000
Contribution à la mise en œuvre du PO du PRODESS III et renforcement des capacités des services des trois Minsitères	7 928 424 000
<b>35488 – SESAME</b>	880 936 000
Parmi les résultats obtenus jusqu'à la fin du projet (décembre 2015): 1) 58 189 cas de paludisme ont été pris en charge par les agents de santé communautaire en 2015 (versus 55 554 en 2014); 2) 35 332 cas de pneumonie ont été pris en charge par les agents de santé communautaire en 2015 (versus 26 035 en 2014); 3) 826 963 enfants de 6 à 59 mois ont été dépistés au niveau des villages par les relais et agents communautaires en 2015, comme souffrants sévèrement de malnutrition, comparée à 55 000 en 2014.	880 936 000



<b>D000829 - Solutions Novatrices en Santé au Mali (SOLAR)</b>	2 202 340 000
Parmi les résultats obtenus jusqu'en mars 2016: 1) 400 réfrigérateurs solaires ont été achetés pour que les CSCom aient une capacité suffisante en chaîne de froid pour la conduite d'activités de vaccination de qualité; 2) 5 chambres froide ont été achetées pour les directions régionales de la santé pour le stockage des vaccins; 3) 20 laptops, 500 kit de médicaments, 500 tables d'accouchement, 200 poches de sang, et 20 000 tubes d'aspiration ont été achetés pour renforcer les plateaux techniques des formations sanitaires dans la mise en œuvre des Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence (SONU) pour une meilleure prise en charge des femmes enceintes, des accouchements et des nouveaux-nés; 4) 4 ambulances ont été achetées pour les évacuations des urgences sanitaires des CSCom vers les CSRéf, et des CSRéf vers les hôpitaux régionaux du Nord pour une meilleure prise en charge; 5) 7 véhicules de supervision ont été achetés pour assurer la supervision des agents des CSCom, pour transporter les médicaments et les vaccins, et pour assurer les activités de vaccination en stratégie mobile pour les populations situées à plus de 15 km des formations sanitaires de base; 6) 40 motos ont été achetées pour permettre aux équipes des CSCom de réaliser les activités de stratégies avancées de vaccinations et de soins prénataux aux populations éloignées des formations sanitaires; 7) 164 techniciens ont été formés sur l'utilisation et la maintenance des nouveaux réfrigérateurs; 8) 234 prestataires de santé ont été formés en consultations prénatale et en SONU; 9) 259 prestataires en santé ont été formés en Soins Essentiels au Nouveau-Né (SENN); 10) 31 545 enfants de 0 à 11 mois dans les régions de Gao, Mopti et Kidal ont été vaccinés au BCG (tuberculose), 30 492 au Penta1 (tétanos, diphtérie, coqueluche et haemophilus B), 26 592 au Penta3 (tétanos, diphtérie, coqueluche et haemophilus B), 27 559 au Polio3 (poliomyélite) et 26 435 au VAR (rougeole).	2 202 340 000
<b>Danemark</b>	<b>20 890 789 920</b>
<b>PADS-PROSEA</b>	20 890 789 920
159 PMH; 19 BF; 1073 villages ATPC(30000 latrines familiales); 579 Ecoles; 654 blocs latrines, 6811 m de caniveau; 105 Latrines publiques...	20 890 789 920
<b>France</b>	<b>6 485 268 439</b>
<b>CML 123002 Urg AEP Bko</b>	476 652 466
Achèvement de la station compacte de traitement d'eau potable d'une capacité de 12000 m3/j	476 652 466
<b>CML 124001 Ass Kayes</b>	167 070 936
Réalisation d'ouvrages d'assainissement et de travaux de pavage de rues	167 070 936
<b>CML 1242 03 AEP Kabala</b>	330 050 012
Démarrage des prestations de maîtrise d'œuvre des travaux du volet "Production" du projet Kabala	330 050 012
<b>CML 1259 02 Ass Bamako</b>	65 516 985
Poursuite de l'appui au renforcement des capacités de la mairie du district de Bamako en matière de gestion urbaine	65 516 985
<b>CML 1259 03 Ass Bamako</b>	641 064 152
Démarrage des travaux d'assainissement et d'aménagement de voiries dans les communes 2 et 5 du district de Bamako	641 064 152
<b>CML 131001 MRTC</b>	39 499 763
Recrutement d'un cabinet d'architecture pour le suivi des travaux de renovation de eux centres ruraux et du bâtiment principal. Acquisition de deux véhicules.	39 499 763
<b>CML 131101 PADSS 2 Muskoka</b>	0
Lancement du recrutement de l'AMO. Validation du plan d'actions pour le 1er semestre 2016	0
<b>CML 132101 Facilite sante Mali</b>	0
Mis à niveau de 5 CSREF et de 50 CSCOM	0
<b>CML 132102 Facilite sante Mali</b>	0
Mise à niveau de plus de 40 CSCOM	0
<b>CML 133101 Urg eau Nord</b>	106 265 034

Achèvement des travaux de réhabilitation des systèmes d'AEP dans les villes de Gao et Tombouctou	106 265 034
<b>CML 1357 Fisong Sante</b>	252 972 441
Formation des agents de santé de deux CSCOM pilotes à l'usage des outils informatiques dédiés au suivi médical des patients	252 972 441
<b>CML 6007 01 AEP Mopti</b>	690 180 245
Poursuite de la réalisation d'ouvrages d'alimentation en eau potable dans 18 communes de la région de Mopti	690 180 245
<b>Contributions aux fonds multilatéraux en santé</b>	3 715 996 405
Les fonds multilatéraux ont été financés	3 715 996 405
<b>OMS</b>	<b>7 557 991 426</b>
<b>OMS</b>	7 557 991 426
L'appui a permis de gerer les urgences de santé liées à la crise humanitaire et la lutte contre les épidémies. Il a aussi permis d'appuyer la mise en oeuvre du programme sanitaire et social à travers l'élaboration d'un document de politique de financement de la santé, le renforcement de l'engagement sur le RMNCH pour la réduction de la mortalité maternelle, néonatale et infantile, le renforcement de la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles par des actions en faveur de l'éradication de la poliomyélite et du virus de Guinée, du renforcement de la vaccination de routine, de lutte contre la Paludisme et le VIH/SIDA, du maintien d'un environnement sain pour la santé publique	7 557 991 426
<b>Pays-Bas</b>	<b>4 421 213 387</b>
<b>BAM GIRE WATLANDS</b>	1 136 177 216
Phase de conception et de preparation	1 136 177 216
<b>Manuel-PRODESS III</b>	219 158 513
Etat de lieu de l'implementation de manuel de procedure. Engagement de Daalberg par OMS pour l'elaboration du manuel.	219 158 513
<b>PCA GIRE MAECI</b>	581 554 000
Phase de conception et de preparation	581 554 000
<b>Riposte EBOLA</b>	0
Mali etait declarée sans Ebola en decembre 2014. Pas des activités dans 2015	0
<b>Zones Tampons MOPTI – ANICT</b>	2 484 323 657
Mise en niveau / construction de 8 Csref, 1 Cscm, 3 hopiteaux et 1 DSR. Equipage de 37 Cscm et 2 Csref.	2 484 323 657
<b>SUISSE</b>	<b>176 490 000</b>
<b>PSDU Programme de dev.social en milieu urbain phase 3</b>	176 490 000
Aménagement de 4 périmètres maraîchers, 2 micro-barrages et 1 plaine. Formation de 160 bénéficiaires et appui aux 36 communes pour la mobilisation des ressources internes. Appui aux communes pour la délégation de gestion des foires hebdomadaires aménagées et augmentation d'au moins 30% des recettes générées	176 490 000
<b>UNICEF</b>	<b>14 583 063 400</b>
<b>EAU ASSAINISSEMENT-HYGIENE</b>	5 902 240 366



<p>L'UNICEF a assuré une coordination efficace en tant que lead du Groupe de Coordination des PTFs du secteur WASH au Mali et mené un fort plaidoyer en faveur du sous-secteur rural, en particulier l'assainissement rural. Les cadres de concertation et de coordination ont été renforcés à travers l'appui à l'organisation du forum national sur l'eau et l'assainissement, l'organisation d'une table ronde de donateurs pour mobiliser des fonds pour le plan de formation de la Direction Nationale de l'Hydraulique et l'appui à l'élaboration du nouveau Programme gouvernemental d'eau et d'assainissement. Le profil de l'assainissement rural au Mali a été amélioré à travers l'organisation d'événements de communication sur l'ATPC, la diffusion de l'étude d'impact de l'ATPC et des formations des acteurs du secteur à l'ATPC. Trois études ont contribué à la génération des évidences dans le secteur WASH: une étude d'impact WASH dans les écoles menée avec l'Université Emory, un audit de durabilité pour mieux comprendre les goulots d'étranglement du WASH rural aux niveaux des institutions et des communautés et une étude sur les systèmes de gestion des points d'eau dans les régions du Nord touchées par le conflit pour mieux définir les interventions de relèvement dans ces régions. L'offre de services d'eau et d'assainissement aux populations s'est poursuivie à grande échelle, avec une amélioration de l'accès à l'eau dans 212 communautés et à l'assainissement dans 572 communautés qui ont atteint le statut FDAL (Fin de la Défécation à l'Air Libre). En outre, 664 écoles et 74 centres de santé ont atteint les standards WASH grâce à l'appui technique et logistique de l'UNICEF. Les projets «Relier l'aide d'urgence à la reconstruction et au développement» ('Linking relief to Reconstruction and Development' ) ont également démarré dans les régions du Nord touchées par la crise, offrant l'accès à l'eau potable à 46 800 personnes grâce à la réhabilitation et à la construction de points d'eau.</p>	5 902 240 366
<p><b>NUTRITION</b></p>	6 084 834 338
<p>En 2015, 33 réunions de coordination (8 à Bamako et 25 au niveau régional) ont été réalisées avec l'appui du projet ANSP / UNICEF. En collaboration avec l'Université Cornell, le Mali a opérationnalisé son approche multisectorielle de la nutrition avec la mise en place des plateformes locales dans le cercle de Yorosso. Pour répondre au besoin de cadres supérieurs qualifiés dans le domaine de la nutrition, avec l'appui du projet ANSP / UNICEF, un Master en Nutrition et Santé Publique a été créé, qui est maintenant disponible à la Faculté Nationale de Médecine. Une enquête nationale sur la nutrition SMART réalisée pendant la période de soudure (mai-juin 2015) en collaboration avec l'Institut national de la statistique (INSTAT) et d'autres agences du SNU dans 8 régions a fourni des données actualisées et fiables sur l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans et les progrès réalisés en vue d'éradiquer la pauvreté et la faim. Le système de surveillance nutritionnelle a été renforcé par la mise en place d'un système pilote de rapid SMS dans tous les districts sanitaires de la région de Mopti. Les cartes d'orientation, qui constituent le principal outil de communication pour les acteurs qui font la promotion de l'ANJE, tant dans les communautés que dans les centres de santé, ont été révisées avec l'appui technique et financier de l'UNICEF. Des groupes de soutien ANJE ont été mis en place dans 1 410 communautés (80% dans les deux régions ciblées, Mopti et Sikasso) de 7 régions et 14 districts sanitaires, créant un environnement plus propice à la mise en place de bonnes pratiques nutritionnelles des enfants. La Semaine mondiale de l'allaitement maternel a été célébrée en soutien aux actions du gouvernement dans 7 régions du Mali. Deux campagnes de supplémentation en vitamine A (SIAN) ont été réalisées. Un total de 5 817 176 enfants âgés de 6 à 59 mois ont reçu des suppléments de vitamine A et 5 157 018 ont été vermifugés pendant la première campagne. La seconde a permis de supplémenter 6 042 831 enfants de 6 à 59 mois en Vit A et vermifuger 5 546 260 enfants de 12 à 59 mois. Au total, 41 301 enfants âgés de 6 à 23 mois reçoivent des micronutriments dans les régions de Kayes, Mopti et Sikasso. Dans le cadre de la lutte contre les carences en micro nutriment, les capacités de 258 agents des départements de la Santé, de la Douane, du Commerce et de la Concurrence de Mopti ont été renforcées en contrôle de la qualité (iodation) du sel destiné à la consommation à travers des séances de sensibilisation et de formation. Lors de campagnes de dépistage de masse, 11 601 agents communautaires de santé (relais communautaires) ont été formés et 841 856 enfants de 6 à 59 mois dépistés dans les 5 régions du Sud et dans le district de Bamako.</p>	6 084 834 338
<p><b>SANTE</b></p>	2 595 988 696
<p>Un Mémoire d'accord signé avec l'ONG IEDA-Relief a permis de mettre en œuvre des activités de vaccination et de nutrition (PCIMA) à Kidal ; Le plan de riposte contre l'épidémie de poliovirus (CVDPV) a été élaboré et mis en œuvre; Les régions ont été renforcées dans leur réponse à l'épidémie de la maladie à Virus Ebola, à travers une assistance technique et financière au niveau opérationnel, la mise à disposition de médicaments et produits de base ainsi que des campagnes SMC dans 8 districts sanitaires. Dans les régions du Nord, 16,000 enfants âgés de 3-59 mois ont été touchés lors des 4 campagnes SMC organisées dans le district de Diré (Tombouctou). L'UNICEF a contribué, en partenariat avec l'OMS, GAVI, Rotary à la protection de 7,823,241 enfants, lors de la journée nationale de vaccination contre la poliomyélite et la rougeole, à travers une forte mobilisation sociale et l'offre de vaccins. Dans les zones touchées par l'insécurité 111,975 enfants de moins de 5 ans ont été vaccinés contre la polio et la rougeole. L'UNICEF a contribué à l'amélioration de la qualité des services offerts aux femmes enceintes et aux nouveau-nés à travers la mise à disposition de trousseaux de matériel médical standard, de consommables médicaux, de médicaments, et le renforcement des capacités des agents en soins maternels et néonataux et de supervision et suivi des activités sur le terrain dans 24 districts sanitaires (40% des districts sanitaires).</p>	2 595 988 696
<p><b>Développement social, Actions Humanitaires et Solidarité</b></p>	14 525 529 780

<b>France</b>	<b>2 486 250 859</b>
<b>Appui à la société civile</b>	2 486 250 859
14 projets financés dans le cadre de l'appel à projets 2015 : 8 projets portant sur l'accès au droit et 6 sur la lutte contre le changement climatique. 35 projets portés par des ONG françaises, mis en œuvre au Mali, sont financés	2 486 250 859
<b>PAM</b>	<b>4 526 485 248</b>
<b>SO 200802 - Service Humanitaire Aérien des Nations Unies (UNHAS )</b>	4 526 485 248
Entre le 1er janvier et le 31 décembre 2015, UNHAS Mali a transporté un total de 14 065 passagers (par segment) ou 7 712 (Par billet émis / hors passagers en transit) avec des frais de réservation de 200 USD par voyage, 39,7 tonnes de fret et Effectué une sécurité et neuf évacuations médicales. Toutefois, le nombre moyen de passagers transportés par Mois est inférieur aux chiffres prévus pour les passagers et le fret en raison de la structure réduite de la flotte.	4 526 485 248
<b>SUISSE</b>	<b>514 100 000</b>
<b>ACTED Aide d'urgence à Menaka</b>	0
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plus de 7'000 ménages ont améliorés leurs revenus et leurs conditions de vie (nutrition, accès aux services sociaux) grâce à des actions de recapitalisation en petit bétail, des appuis au maraîchage, des distributions et des vouchers alimentaires, des transferts monétaires, et des « Cash for Work ».</li> <li>• Plus de 205 leaders communautaires de Ménaka ont améliorés leur gestion des conflits et jouent un rôle important dans les médiations inter et intracommunautaires, grâce au renforcement de leur capacités en gestion et prévention des conflits.</li> </ul>	0
<b>Mali CSA/Jigisemejir (Phase 1+2)</b>	450 500 000
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1.1 Méthodologie et base de données: Les méthodologies et gestion des données des enquêtes statistiques sont renforcées et mises en cohérence en vue d'une harmonisation des besoins en données du Cadre Harmonisé et du Plan National de Réponse</li> <li>• 1.2 Enquêtes de Sécurité Alimentaire (SA): Les principales enquêtes de sécurité alimentaire sont réalisées à temps afin d'informer les analyses du Cadre Harmonisé et la formulation du Plan National de Réponse (PNR)</li> <li>• 2.1 Manuel de procédures: Les distributions alimentaires sont déclenchées selon des procédures basées sur les analyses renforcées de la sécurité alimentaire du SAP</li> <li>• 2.2 Mise en œuvre des distributions ciblées: Les distributions alimentaires (inclus aliments bétails) sont ciblées aux ménages les plus vulnérables</li> <li>• 3.1 Identification et transferts monétaires : L'identification de 3'200 ménages et des transferts monétaires ciblés aux 1'600 ménages les plus pauvres et en situations d'insécurité alimentaire sont acheminés dans les cercles de Youwarou (Mopti) et Niafunke (Tombouctou)</li> <li>• 3.2 Communication et référencement pour la nutrition : Des mesures d'accompagnement nutritionnel, de santé et d'économie des ménages ont permis de changer les comportements de 75% des populations de Youwarou (Mopti) et Niafunke (Tombouctou)</li> </ul>	450 500 000
<b>Mali INSO Phase 1</b>	63 600 000
<p>1.1 Les acteurs humanitaires sont informés sur les incidents, les prévisions, les tendances, et les questions stratégiques pour une meilleure prise de décision</p> <p>1.2 Les acteurs humanitaires ont reçu des rapports d'analyse suivant leur périodicité et sont informés sur les tendances régionales, nationales et le contexte stratégique pour faciliter la prise de décision</p> <p>1.3 Le personnel des ONG est briefé sur les tendances de la sécurité historiques et actuelles, profil actuel de risque et les acteurs, aperçu des postures ONG</p> <p>2.1 Les ONG ont des meilleures aptitudes grâce aux modules de formation sur la Sécurité de base sur le terrain, les gestions de crises, et la sécurité en mouvement</p> <p>2.2 Les ONG ont des plans et procédures de sécurité adéquats en place.</p> <p>2.3 Les ONG ont reçu une assistance coordonnée et utile face aux situations de crise.</p>	63 600 000
<b>UNHCR</b>	<b>675 620 185</b>
<b>Assistance d'urgence aux personnes déplacées en articles domestiques, abris d'urgence et transitionnels et SGBV</b>	61 592 177

L'UNHCR a pu assister 4.348 PDI's (Non Food Iten) sur 10.700 PDI en besoin d'aide. Dans le cadre de l'assistance, le livelihoods auprès des populations IDP a privilégié les femmes (86% du total des bénéficiaires du projet), un projet exclusivement SGBV a permis l'identification et la prise en charge des survivantes	61 592 177
<b>Assistance en abris et articles domestiques.</b>	151 900 857
1.214 abris dont 459 cases en banco et 755 cases nomades	151 900 857
<b>Assistance multi-sectorielle en faveur des réfugiés Mauritanien de Kayes</b>	462 127 151
2 points d'eau ont été réalisés à Sinkolé et Hèrèmakono; 987 kits scolaires dans 20 écoles; 437 ménages dont 64 autochtones sont affiliés à la mutuelle de santé; Dans le cadre de prévention de la maladie à virus Ebola, 20 directeurs techniques des centres de santé ont bénéficié des séances de formation appuyées par le HCR; En agriculture, 10 unités de production de rente appuyées; En élevage, 8 groupements féminins ont été appuyés; 105 hommes ont été appuyés dans le cadre des groupements en embouche.	462 127 151
<b>UNICEF</b>	<b>6 323 073 489</b>
<b>COÛTS INTERSECTORIELS</b>	1 782 886 862
Plusieurs SOP, outils et mécanismes internes ont été élaborés pour assurer l'efficacité, l'efficience et la cohérence des résultats programmatiques sur le terrain. A travers d'importants investissements financiers et techniques, le recrutement de personnel approprié, la formation, l'entretien des bureaux et le renforcement des mesures de sécurité, les bureaux de zones sont maintenant mieux équipés pour exécuter le programme. L'UNICEF a apporté son soutien en dernier ressort au gouvernement en stockant en son nom 430 000 doses de vaccins (d'une valeur de 1 500 000 USD) à la suite de l'arrivée d'une quantité importante que la capacité de la chaîne du froid du Gouvernement ne pouvait pas gérer.	1 782 886 862
<b>POLITIQUE ET INCLUSION SOCIALE</b>	234 988 393
Avec le soutien de l'UNICEF, le cadre institutionnel de la protection sociale est renforcé à travers la validation du document de politique nationale de protection sociale par le comité technique soumis au gouvernement pour approbation. Des séances de formation sur la protection sociale ont été organisées aux niveaux régional et local dans les régions de Kayes, de Koulikoro et de Sikasso. L'UNICEF a aussi contribué au volet transfert monétaire du programme d'éducation financé par la Banque mondiale. L'Agence Nationale d'Assistance Médicale (ANAM) a été appuyée dans l'identification et l'inscription des personnes vulnérables en vue de les intégrer dans le cadre du régime national de soins de santé gratuits. Avec l'appui de l'UNICEF, l'Observatoire du Développement Humain Durable et de lutte contre la Pauvreté (ODHD) a entrepris une analyse affinée de l'identification des besoins complémentaires de base dans les 166 municipalités les plus pauvres du Mali.	234 988 393
<b>PROGRAMME D'APPUI INTERSECTORIEL</b>	2 656 040 418
En 2015, 5187 dirigeants communautaires de 24 districts de Sikasso, Mopti, Kayes, Gao, Tombouctou, Kidal, Koulikoro et Bamako ont promu les six Pratiques Familiales Essentielles à travers le dialogue pour le changement social. Dans 59 districts, la vaccination infantile a été promue lors de la Journée nationale de vaccination. Avec l'appui de l'UNICEF, le Mali a réalisé une enquête MICS en 2015, première enquête nationale sur les ménages après la crise en vue d'actualiser les indicateurs socio-économiques des différents secteurs. La Base de données Malikunnafo (DevInfo) a atteint un stade de maturité avec des bases de données régionales existantes et fonctionnelles et des capacités techniques en place. Au total sept évaluations, cinq enquêtes et huit études ont permis de répondre au gap d'information sur la situation des enfants et des femmes au Mali. En réponse à la situation d'urgence humanitaire au nord du pays, des kits WASH et NFI appropriés ont été distribués aux populations déplacées. Dans le cadre de la prévention contre Ebola, 84 centres de santé ont été dotés en système d'énergie solaire et les capacités de 68 agents de santé communautaires et 194 relais communautaires renforcées pour la surveillance et la prévention de l'Ebola aux frontières avec la Guinée. Les bonnes pratiques et mesures d'hygiène ont été promues dans 100 écoles avec environ 20 000 enfants et 100 Directeurs d'écoles touchés. Les capacités de 319 CGS ont été renforcées, 40 centres de santé ont reçu un paquet minimum WASH et 5200 personnes sensibilisées et 180 personnels de santé formés sur les mesures d'hygiène pour une meilleure prévention de la maladie Ebola et le respect des protocoles de prévention et de contrôle des infections.	2 656 040 418
<b>PROTECTION DE L'ENFANCE</b>	1 649 157 816
Le PNPPE et le PA 2015-2019 ainsi que la feuille de route 2016-2017 ont été élaborés; Les journées des 16 juin et 20 novembre ont été célébrées; édition et diffusion des lignes directrices SMPE et rapport impact crise; Appui à la coordination de la réunion SCPE; Tenue de l'atelier national de validation SMPE; Elaboration du plan d'action sur l'intégration des SMPE dans les autres secteurs;	1 649 157 816

validation des plans d'actions régionaux; participation à l'atelier sur les pratiques prometteuses.	
<b>Transparence, Elaboration et Coordination des Politiques Publiques</b>	<b>39 862 354</b>
<b>Canada</b>	<b>39 862 354</b>
<b>32514 - Appui au BVG</b>	39 862 354
1) création d'un pôle de vérification constitué de personnels aux capacités renforcées ; 2) renforcement des capacités des membres du comité de finalisation des rapports et le renforcement des capacités en gestion financière et comptable du BVG; 3) le BVG continue à s'acquitter de ses responsabilités et à publier ses rapports annuels, malgré les difficultés associées à la crise et aux restrictions budgétaires; 4) le VG a présenté ses rapports annuels de 2013 et de 2014 au Président de la République du Mali (mai 2015). Sur les 16 vérifications effectuées (rapport 2014), le montant total des irrégularités financières s'élève à 72,88 milliards de FCFA (monnaie locale du Mali, environ 161 millions de \$) dont 33,86 milliards de FCFA (environ 75 millions de \$) au titre de la fraude (soit 46,46 % du montant total) et 39,02 milliards de FCFA (environ 86 millions de \$) au titre de la mauvaise gestion; 5) le BVG, avec l'appui du Canada, poursuit sa collaboration avec des partenaires associatifs et institutionnels.	39 862 354
<b>Décentralisation et Développement Institutionnel</b>	<b>24 911 908 016</b>
<b>Allemagne</b>	<b>2 211 203 497</b>
<b>Programme d'Appui à la Décentralisation et à la Réforme de l'Etat PADRE (Coopération Technique)</b>	2 211 203 497
Phase de mise en place, adhésion des partenaires, état des lieux disponibles pour l'accompagnement , 1eres formations en cours, mise en place du processus d'accompagnement et redynamisation des cadres de concertation, etc.	2 211 203 497
<b>Canada</b>	<b>873 433 949</b>
<b>34769 – PRODEJ</b>	873 433 949
L'appui financier du Canada a notamment permis l'atteinte des résultats cumulatifs suivants : 1) les codes de déontologie et d'éthique, de l'ensemble du corpus judiciaire, ont été élaborés, 2) les capacités opérationnelles des trois pôles économiques et financiers ont été renforcées, 3) les juridictions et les maisons d'arrêt de Mopti, Ségou, Sikasso et Kayes ont été contrôlés par l'inspection des services judiciaires, 4) les détenus des centres pénitenciers de Bamako, Koulikoro, Kayes, et Bollé Femmes sont transportés de manière plus conforme au droit malien, et 5) les capacités de gestion et de comptabilité des services centraux ont été renforcées	873 433 949
<b>Danemark</b>	<b>12 705 046 900</b>
<b>Gouvernance</b>	12 705 046 900
Résilience des populations renforcées	12 705 046 900
<b>France</b>	<b>1 359 142 904</b>
<b>Coopération décentralisée</b>	491 967 750
Missions d'expertise sur la décentralisation, formation de secrétaires généraux des ministères	491 967 750
<b>Gouvernance / appui à la décentralisation / RE</b>	452 610 330
Appui à la réforme de la décentralisation, missions d'expertise	452 610 330
<b>Gouvernance / justice</b>	171 860 734
Expertise technique, missions d'expertise onctuelles	171 860 734
<b>Gouvernance / réforme foncière</b>	242 704 090
Expertise technique, appui à la réforme foncière	242 704 090
<b>Luxembourg</b>	<b>0</b>
<b>Programme de décentralisation</b>	0
formulation	0

<b>Pays-Bas</b>	<b>396 021 576</b>
<b>Chaîne Pénale</b>	396 021 576
Mise en place d'un mécanisme concerté et transparent de paiement des agents électoraux par les Comités de Gestion de Cercles présidés par les Préfets de Cercles et des agents (Cf. TDRs)	396 021 576
<b>PNUD</b>	<b>7 247 809 191</b>
<b>Elections</b>	4 087 676 374
L'appui du PNUD a permis au Ministère de l'Administration Territoriale en charge des élections et de l'Etat Civil, d'achever le Recensement Administratif à Vocation d'Etat Civil (RAVEC) qui est une opération d'identification de la population malienne en recueillant ses données biométriques. Ces données servent également pour les opérations de révision du fichier électoral. Cette modernisation du système a été rendue possible grâce à la mise en place d'unités de collecte des données de l'état civil dans les 703 communes du pays à travers la mise à disposition de moyens roulants, de mobiliers de bureaux et matériels informatiques, de panneaux scolaires, et la prise en charge financière des agents de collecte et des superviseurs ainsi que la maintenance du matériel roulant. Ainsi 15.206.644 maliens ont été insérées dans le système, dont 14.529.317 avec un NINA attribué et 7.556.953 d'électeurs potentiels.	4 087 676 374
<b>Gouvernance démocratique</b>	3 160 132 817
L'accroissement des efforts d'éducation à la paix et au dialogue social entre les communautés et le renforcement des capacités de résilience aux conflits des femmes et des jeunes dans les régions de Gao et Tombouctou ont contribué à renforcer la cohésion sociale: 70 volontaires de la paix dont 17 femmes soit 24 % ont été recrutés et dotés de capacités pour devenir formateurs en prévention, gestion et médiation des conflits. Ceux-ci ont à leur tour formé 537 personnes dont 294 soit 54% de femmes aux techniques de gestion des conflits, médiation. Au total 200 leaders communautaires dont 64 femmes représentant les responsables d'organisations communautaires de base, chefs religieux, coutumiers et traditionnels ont été formés à la prévention, gestion, médiation des conflits et promotion de la cohésion sociale. Les campagnes d'information conduites dans les 10 communes cibles du projet ont permis de sensibiliser 5358 personnes dont 3438 femmes soit 64.17% à la paix et la cohésion sociale. Le PNUD a contribué au plan technique à l'élaboration du Document Cadre de Politique Nationale de Décentralisation (DCPND) 2015-2024 qui est le document de référence de la politique de décentralisation pour les 10 prochaines années. L'appui au Ministère de la Justice et celui de l'Administration territoriale à travers la réhabilitation des infrastructures et la formation favorisé le redéploiement de l'administration publique et des collectivités territoriales dans les régions du Nord Mali (Gao, Tombouctou et une partie de Mopti). Les conditions de travail des fonctionnaires des directions régionales de l'administration pénitentiaire de Gao, Tombouctou et Mopti, le tribunal de grande instance de Tombouctou, et 1 prison ont été améliorées à travers leur dotation en divers équipements informatiques assortis. La réhabilitation de 8 Palais de justice avec logements a contribué à améliorer les conditions de travail dans les juridictions de Tombouctou et Mopti. Ces travaux réalisés par la méthode Haute Intensité de Main d'œuvre ont permis de créer 618 emplois temporaires en faveur des jeunes dans les zones d'intervention ce qui leur a permis de renforcer leur résilience économique.	3 160 132 817
<b>SUISSE</b>	<b>119 250 000</b>
<b>PACY Delta intérieur phase 3</b>	119 250 000
Réalisation 1 plaine de 2000 ha et de 8 périmètres maraîchers. Exploitation de 1050 ha de superficies agricoles aménagées	119 250 000
<b>Total général</b>	<b>263 914 759 181</b>